



# Les relations femmes- hommes dans les filières agro-alimentaires en Afrique de l'Ouest

*Recueil d'expériences d'ONG  
françaises et ouest-africaines*

## Rédaction :

Adom ALITI (AVSF)  
Caroline BAH (Afrique Verte)  
Anne DANTHONNY (Enda Europe)  
Hubert DE BEAUMONT (TECH DEV)  
Marie-Dominique DE SUREMAIN (Enda Europe)  
Martine FRANCOIS (Gret)  
Elise GUIRO (ADEE)  
Myriam MACKIEWICZ (AVSF)  
Pauline Marie Hélène NDIAYE (Enda Pronat)  
Azara NFON DIBIE (Gret)  
Héloïse PREVOST (Asfodevh)  
Katia ROESCH (AVSF)  
K. TRAORE (NUNUNA)  
Adam TEGA (RFA)  
Françoise YODA (RFA)

## Coordination:

Marie-Dominique DE SUREMAIN (Enda Europe)  
Annelaure WITTMANN (Enda Europe)

Merci à Yveline Nicolas (Adéquations) et à Gerda Heyde (coordinatrice équipe COTA - Evaluation FSP) pour leur relecture et leurs conseils.

Imprimé à Paris, en juin 2013.

L'utilisation de cet ouvrage est autorisée à condition d'en citer clairement la source.



Les actions menées sur le terrain ont été soutenues par le ministère français des Affaires Étrangères et Européennes.

La présente publication a été financée par la Direction Générale de la Cohésion Sociale / ministère français des Droits des Femmes.



### **Hommage à Marie-Lise Semblat**

Les auteur-e-s du présent ouvrage et toutes leurs organisations respectives ont eu la grande tristesse d'apprendre le décès de Marie-Lise Semblat, le 23 avril 2013, victime d'un accident de la route en Haïti. Marie-Lise était présidente de l'association Aster International, et a beaucoup œuvré pour la recherche-action et la cause des femmes. Elle faisait partie du « Pôle genre », groupe d'expertes sur l'égalité femmes-hommes du programme FSP « *Genre et économie: soutien aux femmes actrices du développement* » cofinancé par le Ministère français des Affaires Etrangères de 2009 à 2011. Au revoir Marie-Lise.

## Table des matières

<b>Genre et économie, pour la professionnalisation des femmes et le changement social (Enda Europe).....</b>	<b>9</b>
<b>L'expérience du groupement mixte des jeunes "Bamtaare sukabe Guede" dans la transformation des produits de l'agriculture saine et durable au Sénégal (Enda Pronat) .....</b>	<b>15</b>
<b>Entreprises locales de femmes, le sésame (Tech Dev) .....</b>	<b>29</b>
<b>Professionalisation des transformatrices de céréales locales (Afrique Verte) .....</b>	<b>37</b>
<b>Le débitage de la viande de porc par les femmes : un tabou qui tombe au Togo (AVSF) .....</b>	<b>45</b>
<b>Organisation et stratégies des groupements ruraux et des unions de femmes dans la filière karité au Burkina Faso (GRET) .....</b>	<b>52</b>
<b>Les rapports femmes-hommes dans l'activité de transformation de la tomate (Asfodevh) .....</b>	<b>62</b>

## Abréviations

ADEE	Association pour le Développement de l'Entreprise et de l'Emploi (Burkina Faso)
AGR	Activités Génératrices de Revenus
ASD	Agriculture Saine et Durable
ASFODEVH	Association pour la Formation et le Développement Humain
AVSF	Agronomes et Vétérinaires sans Frontières
CEDEAO	Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest
CILSS	Comité Inter-étatique de Lutte contre la désertification et pour la Sécurité Alimentaire
DOS	Document d'Orientation Stratégique
ELFE	Entreprises Locales de Femmes
ENDA	Environnement, Développement, Action
FCFA	Franc CFA
FIARA	Foire Internationale de l'Agriculture et des Ressources Animales
FSP	Fonds de Solidarité Prioritaire
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
GRET	Groupe de Recherches et d'Echanges Technologiques
ICAT	Institut de Conseil et d'Assistance Technique (Togo)
MAEE	Ministère des Affaires Etrangères et Européennes
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation Paysanne
PRONAT	Protection Naturelle des Cultures
RFA	Réseau Femmes en Action (Burkina Faso)
TECH DEV	Technologie pour le Développement (France)
UGPPK	Union des Groupements de Productrices de Produits de Karité des Provinces de la Sissili et du Ziro (Burkina Faso)

655,957 FCFA = 1 €

## ➤ Les expériences de terrain en un coup d'oeil

### **AFRIQUE VERTE** Campagne d'appui aux transformatrices de céréales

#### **Burkina Faso, Mali, Niger. Filière : céréales locales**

Les céréales sont majoritairement produites par les hommes avec l'aide des femmes en milieu rural. En milieu urbain, les consommatrices ne consacrent plus autant de temps au pilage et à la préparation des repas à base de céréales locales. Elles achètent de plus en plus de céréales locales transformées de qualité. Les transformatrices s'approvisionnent en partie chez les producteurs, ou auprès d'intermédiaires. Leur activité devient un métier qui s'organise en réseau sous-régional et gagne en reconnaissance publique. Mais leur rôle économique se développe parfois au détriment de leurs propres besoins en temps de crise.

### **ASFODEVH** Des tomates en toutes saisons

#### **Mali, Burkina Faso, Mali, Niger, Togo, Bénin. Filière : tomates**

Comme il a été constaté à Ségou et Niono (Mali), la production de tomates génère des pertes importantes en saison tandis que les consommateurs achètent, hors saison, de la tomate concentrée importée de basse qualité. Un procédé simple permet à des groupements ruraux d'absorber les excédents de tomates et de les commercialiser avec un équipement simple. La qualité nutritionnelle est ainsi préservée. A travers l'apprentissage de ce savoir technique et des sensibilisations au genre, le projet vise à faire accéder des femmes à l'autonomie financière et la responsabilité citoyenne, dans une relation plus équitable avec les hommes. Il vise autant le développement personnel et collectif que la performance technique et économique.

### **AVSF** Renforcement du rôle des femmes dans trois filières agricoles

#### **Sénégal, Togo. Filières : élevage de volailles et porc, anacarde**

Les agricultrices développent des activités spécifiques traditionnelles non rémunérées et dans les filières agricoles. Grâce à des groupements elles tentent de progresser sur des marchés nationaux et internationaux. Les contraintes sont un accès limité au crédit, aux ressources, aux intrants et au matériel, le manque de formation technique, l'importance des charges familiales, l'alphabétisation, la santé et la difficulté à faire grandir les organisations faîtières.



### **ENDA PRONAT** Genre et agriculture saine et durable

#### **Sénégal. Filières : riz, coton, maraîchage, fonio**

Enda Pronat appuie 4 fédérations paysannes, à Koussanar, Diender-Keur Moussa et Guédé (fleuve Sénégal, près de Podor). Elle appuie la conquête de marchés urbains pour les produits issus de l'agriculture biologique (légumes, riz décortiqué, fonio, vêtements et sacs en coton) par le renforcement de la transformation et la création de circuits de commercialisation. Elle renforce les échanges entre fédérations paysannes, suscite une plus grande égalité dans la division du travail femmes-hommes, soutient la place des femmes dans la commercialisation et l'accès au foncier, ainsi que l'accès aux élections dans les conseils ruraux. Le Réseau National des Femmes Rurales est partenaire de ce projet et couvre l'ensemble du Sénégal.



### **GRET** Le beurre de karité et la diversification des produits

#### **Burkina Faso. Filière : karité**

Le Gret appuie les unions de groupements de productrices et transformatrices de beurre de karité, dans le but de contribuer à structurer la filière, de renforcer la productivité des groupements et gagner des marchés pour la commercialisation des produits locaux traditionnels au Burkina et au Sénégal. Cet accompagnement s'est étendu aux collectrices des groupements ruraux, qui vendent aux unions les noix ou les amandes. Dépassant leur ancienne activité saisonnière à faible revenu, elles ont commencé à produire elles-mêmes des savons, à les vendre et à gagner en reconnaissance dans leurs familles.



### **TECH DEV ELFE, Entreprises Locales de Femmes, le sésame**

#### **Burkina Faso. Filière : sésame**

Le projet vise à soutenir des femmes transformatrices de karité, membres de la coopérative UGPPK de Léo à accéder à la culture du sésame (activité agricole masculine), pour augmenter leurs revenus par la diversification des produits. L'introduction de la perspective de genre dès le prédiagnostic a permis d'identifier les conditions d'accès et de contrôle de la terre et des outils et de négocier avec les hommes de la communauté et les autorités cette innovation. L'ensemble des acteurs et actrices, agricultrices, professionnels techniques et commerciaux, et animatrices ont été formés sur le genre, et accompagnés par le Réseau Femmes en Action.



## Genre et économie, pour la professionnalisation des femmes et le changement social (Enda Europe)

Par Marie-Dominique DE SUREMAIN, Enda Europe

Alors que le chômage frappe de plus en plus les hommes, les femmes cherchent à dépasser les « activités génératrices de revenus », c'est-à-dire les emplois informels, partiels, de subsistance. Elles structurent des filières et se professionnalisent, elles aspirent à des emplois plus qualifiés et de meilleurs revenus. Les femmes produisent l'essentiel de l'alimentation dans les familles rurales<sup>1</sup>, aujourd'hui, de nombreuses femmes deviennent « soutien de famille » et développent des activités en transformant les aliments ou objets de consommation courante qu'elles produisaient autrefois au niveau domestique dans le cadre d'une économie non monétarisée.

Certains produits forestiers (le karité par exemple) sont devenus l'objet d'une exploitation et d'une commercialisation formelle, souvent destinée à l'exportation, dans des filières où l'emploi est devenu essentiellement masculin. Des femmes développent alors des organisations d'économie sociale et solidaire pour conserver le contrôle d'une partie au moins de ces marchés.

Même si leurs revenus restent modestes ou irréguliers, ils sont devenus essentiels pour payer la scolarisation des enfants, les soins de santé, l'eau potable ou les déplacements. Ces nouveaux revenus contribuent donc à la modernisation des sociétés et des économies. L'organisation sociale de l'agriculture familiale ou des familles pauvres évoluent donc rapidement au rythme des transformations économiques globales. L'éducation des enfants elle-même change, non seulement avec la scolarisation, mais aussi parce qu'en Afrique aussi, les femmes ayant une activité économique ont de plus en plus besoin de structures relais pour la petite enfance.

Cette Afrique en pleine mutation est soumise à son tour au stress des crises économiques et du changement climatique. Mais elle n'a pas que des vulnérabilités, elle a également des atouts. Mettre l'accent sur des projets qui stimulent les capacités transformatrices de femmes et d'hommes disposés à changer les inégalités femmes/hommes, permet d'imaginer de nouvelles stratégies de résilience sociale.

### Un programme innovant

De 2009 à 2012, un programme du ministère des Affaires Etrangères et Européennes français, « *FSP genre et développement économique : soutien aux femmes actrices du développement* », a réuni 12 ONG françaises et une quarantaine de partenaires dans

<sup>1</sup> Voir notamment les travaux d'Esther Boserup : *Woman's Role in Economic Development*. 283 pp. London and New York, 1970, et *La Femme face au développement économique*, coll. Sociologie d'aujourd'hui, Puf, Paris, 2001, 315 p.

6 pays d'Afrique de l'Ouest, suite à plusieurs années de plaidoyer<sup>2</sup>. Deux consortiums se sont structurés autour de filières agroalimentaires et d'activités artisanales, joignant des expertises techniques, économiques, et sur le genre<sup>3</sup>. Les formations techniques, en gestion, ou sur la commercialisation se sont combinées avec actions visant l'autonomisation des femmes, le développement personnel, le renforcement des organisations et le plaidoyer autour des droits des femmes et leur participation aux décisions économiques et familiales. Enda Europe, chef de file d'un des consortiums, le consortium Tchivara, a piloté les formations genre et l'accompagnement méthodologique des ONG qui présentent leur expérience dans cette brochure.

L'accompagnement s'est organisé selon un processus de recherche-action, afin de favoriser la déconstruction de stéréotypes, le questionnement des réalités vécues, et la construction de données nouvelles (témoignages, histoires de vie et analyses, jeux destinés à la libération de la parole des femmes) comme supports du changement social et politique à différents niveaux :

- Micro : dans les groupements productifs, féminins et mixtes et les familles,
- Meso : dans la formation des équipes de terrain, instances dirigeantes des ONG,
- Macro : dans les espaces de décision locaux, les organisations professionnelles, auprès des ministères ou lors d'événements internationaux.

Cette expérience a montré que l'introduction de la perspective de genre, c'est-à-dire la « dénaturalisation » des inégalités femmes/hommes, et la réduction des inégalités ou des freins au travail rémunéré des femmes, peut se faire avec des organisations de femmes ou des groupes mixtes. Le renforcement des activités économiques des femmes est devenu ainsi un levier de la lutte pour une justice sociale et plus d'égalité entre hommes et femmes. Activer ce levier modifie la répartition des rôles sociaux entre les hommes et les femmes, depuis leurs contributions respectives à l'économie familiale, jusqu'au fonctionnement du marché du travail, des filières et différents secteurs économiques. Pour investir dans l'économie sans aggraver les inégalités, les femmes doivent pouvoir agir plus librement, comme actrices économiques, en fonction de leurs besoins pratiques immédiats, mais aussi en fonction de leurs intérêts stratégiques à plus long terme.

<sup>2</sup> A travers la Commission Genre de Coordination Sud, à laquelle participe le Réseau Genre en action, des concertations ont abouti fin 2007 à l'approbation par la France d'un DOS, Document d'Orientation Stratégique, sur « genre et développement ».

<sup>3</sup> Consortium Tchivara : Enda Europe, Agronomes et Vétérinaires sans Frontières, Afrique Verte, Asfodevh, Gret, Tech-Dev.

Consortium Aglaé (Approche genre levier de l'activité économique) : la Guilde du Raid, Aster International, Equilibres & Populations, Adéquations, Terres des Hommes et Ethnik. Pays concernés : Sénégal, Mali, Burkina Faso, Togo, Bénin, Niger.

## Visibilité/invisibilité du travail des femmes

Les projets se sont ancrés sur des activités informelles de production ou de transformation, exercées à domicile, et dans des groupements d'intérêt économique ou coopératives. Quelque soit leur taille, ces activités font aussi partie de filières qui jouent un rôle macro-économique dans la sécurité, voire dans la souveraineté alimentaire. Le rôle nourricier des femmes rurales africaines dans la production vivrière, s'étend aujourd'hui aux villes par la transformation agro-alimentaire et la vente d'aliments à très bas coût. Parfois même, sous l'effet des crises économiques, les familles à bas revenus sont obligées d'acheter dans la rue des bouillies préparées en grande quantité, qui leur reviennent à un coût unitaire inférieur au repas traditionnel préparé à domicile par la mère de famille<sup>4</sup>.

Les activités génératrices de revenus n'entraînent pas automatiquement des gains d'autonomie des femmes, quand leur seule reconnaissance représente un problème : à l'échelle familiale, le fort cloisonnement des responsabilités des hommes et des femmes, peut faire que la prise en charge de dépenses par les femmes (scolarisation des enfants, eau potable, cérémonies, santé) reste invisible aux yeux du voisinage ou de la famille, afin de ne pas diminuer l'autorité du mari, et par là même l'ordre familial et social<sup>5</sup>. Parfois même, au nom du « partage des responsabilités », des maris transfèrent sur leur épouse (ou leurs épouses) des dépenses, sans assumer parallèlement un partage des tâches domestiques. La polygamie dans ce contexte peut devenir une stratégie de certains hommes confrontés au chômage ou à la précarisation, afin de répartir les charges économiques (pas seulement domestiques) entre plusieurs femmes. La charge des femmes ne fait dans ce cas qu'augmenter avec le travail rémunéré, intensifié par les projets ou par leur propre nécessité.

Dans les projets, cette question a été travaillée à deux niveaux :

- Le premier objectif était que les femmes gagnent, à leur propres yeux d'abord, davantage d'estime de soi : des récits de vie, et l'établissement de budgets-temps ont mis en évidence leur courage, leurs initiatives et leur surcharge en comparaison avec les hommes de leur entourage. En gagnant un revenu, la plupart des femmes manifestent qu'elles ont gagné une fierté personnelle, une moindre dépendance, un moindre contrôle sur leurs déplacements, mais toutes n'obtiennent pas une reconnaissance sociale, ou une autorité sur les décisions familiales centrales.
- Le deuxième niveau a été abordé à travers le renforcement des organisations, un plaidoyer auprès des autorités locales et des ateliers avec les maris ou les hommes des fédérations paysannes mixtes<sup>6</sup>.

<sup>4</sup> Voir les travaux de Fatou Ndiaye d'Enda Graf sur le rôle des restauratrices de rue au Sénégal.

<sup>5</sup> Voir les enquêtes de Pauline Ndiaye (Enda Pronat, Sénégal) et Françoise Yoda (RFA, Burkina Faso.)

<sup>6</sup> Filière Karité au Burkina Faso, bourses aux céréales Mali-Niger-Burkina Faso, plaidoyer auprès des communautés rurales ou des autorités villageoises au Sénégal, Togo, Burkina Faso.

Ainsi a-t-on pu observer toute une gamme de changements et situations :

- A l'échelle familiale, la première conquête est l'acceptation par le mari que sa femme puisse travailler de façon rémunérée, dans ou hors du domicile. Cette acceptation se manifeste par la non perturbation de ses activités, l'acceptation de ses déplacements, puis évolue vers un encouragement et la reconnaissance de ses apports, la réalisation d'actions de soutien, voire dans quelques cas la prise en charge, au moins ponctuelle, de tâches ménagères. Certains hommes ont même déclaré assumer avec plaisir et depuis longtemps des tâches éducatives, et le faire publiquement, sans crainte des ragots ou des moqueries de l'entourage.
- Au niveau social, des déclarations publiques de reconnaissance de la valeur des activités économiques des femmes ont été faites par la communauté villageoise, par un président d'organisation paysanne nationale, ou par une municipalité. Dans les Niayes au Sénégal<sup>7</sup>, le soutien aux activités économiques s'est doublé d'une campagne pour l'élection de davantage de femmes dans les conseils ruraux de Diender et Keur Moussa.
- Au niveau macro, le plaidoyer a touché des espaces nationaux et internationaux : notamment durant le Forum social mondial de Dakar (2011), et dans des instances de concertation sur la sécurité et souveraineté alimentaire comme le CILSS<sup>8</sup>.

## Quel travail rémunéré pour les femmes africaines ?

L'accès au micro-crédit, fréquemment cité comme outil de renforcement économique, n'a pas été le principal outil utilisé par les partenaires du FSP. Ces derniers ont en effet considéré que la résilience aux crises et la construction d'une plus grande égalité entre hommes et femmes reposent également sur d'autres leviers :

- **l'accès à des métiers traditionnellement considérés comme masculins.** L'analyse genrée des filières a montré que les femmes étaient souvent cantonnées aux tâches moins bien rémunérées : les éleveuses de porcs au nord du Togo, dépendaient des hommes de leur entourage (maris et charcutiers) pour le commerce et le débitage de la viande, créneaux mieux rémunérés que l'élevage. Elles se sont donc attelées à lever le tabou et à apprendre à mener elles-mêmes ces opérations. Dans d'autres projets appuyés par AVSF et Enda Pronat au Sénégal, par Tech Dev au Burkina Faso ou Asfodevh dans plusieurs pays, les femmes ont appris à utiliser des machines (décortiqueuses, emballeuses, presses) habituellement manipulées par des hommes. Elles ont également identifié d'autres métiers auxquels elles pourraient se former, autour de la maintenance de machines ou la construction d'enclos.

<sup>7</sup> Projet soutenu par Enda Pronat.

<sup>8</sup> Déclaration du Président de la Fédération Nationale des paysans bio à Dakar, et exposé au CILSS présenté dans l'article d'Afrique verte.

- Les projets se sont également attelés à améliorer l'**accès des femmes à des outils** pour mécaniser leurs tâches. Certains ont dû être corrigés pour une adaptation ergonomique aux femmes comme dans un projet de production de savons à partir de karité mené par le Gret au Burkina Faso. D'autres ont dû insister pour obtenir le prêt des outils par les maris, en temps et heure.
- L'étude des **pratiques organisationnelles des femmes dans les organisations mixtes et non mixtes**, a fait apparaître que l'appartenance à une organisation est un facteur de formation et de gain d'autonomie (Enda Pronat, Sénégal). La mixité peut prendre plusieurs visages : par exemple, la mixité par « nécessité » quand les femmes n'ont pas été formées pour occuper certaines fonctions techniques ou commerciales et qu'elles font appel à des hommes pour pallier ce manque. Des débats animés ont unanimement reconnu que les organisations féminines peuvent être manipulées ou même dépouillées de leurs revenus, quand certains hommes y font de l'entrisme par opportunisme. D'autres ont évoqué la mixité « par stratégie », quand il s'agit de gagner des hommes comme alliés et de valoriser le décloisonnement des espaces masculins et féminins, comme on peut promouvoir la mixité de l'école. Cette mixité, a priori souhaitable, doit être analysée dans le temps : dans certains cas les femmes ont été pionnières de l'activité productive, restent majoritaires à la base, mais sont devenues minoritaires dans les instances nationales au fur et à mesure de la consolidation de l'organisation (exemple : la Fédération Nationale des producteurs Bio du Sénégal). Des organisations paysannes, constituées à plus de 90% de femmes, ont conservé un nom au masculin (fédération d'éleveurs de volailles en Casamance au Sénégal). Dans ce cas, féminiser le nom devient un enjeu de reconnaissance pour les femmes, montrant qu'elles ont la capacité à exercer tous les métiers de la filière, indépendamment du fait qu'elles aient admis quelques hommes en leur sein.
- **L'accès à des locaux de travail en milieu urbain et au foncier rural reste une question transversale.** En milieu rural, bien que les femmes n'aient pas accès à la terre et que le droit foncier superpose droits modernes, individuels ou collectifs, pratiques traditionnelles et normes religieuses, des terres sont allouées aux agricultrices, plus souvent par l'intermédiaire de groupements qu'au niveau familial ou individuel. Ces lopins restent de petite taille, et les outils pour les travailler sont souvent insuffisants. En milieu urbain, les femmes ne souhaitent plus travailler à domicile afin d'éviter les tensions familiales autour d'espaces réduits. Leurs aspirations rejoignent celles des vendeuses ou transformatrices de rue, qui luttent pour obtenir des espaces réservés et sécurisés.
- **La question de la conquête du marché ouest africain national et international** a été fortement soulignée, pour construire la souveraineté alimentaire et des filières industrielles nationales basées sur la transformation de produits locaux de

qualité (notamment bio) et faire reculer les importations de céréales, cosmétiques, savons (Afrique Verte, Gret au Burkina Faso). Les femmes sont confrontées comme tous les petits producteurs et commerçants aux tracasseries douanières et « routières », car malgré la suppression des taxes douanières dans l'espace CEDAO, la corruption persiste et les femmes subissent de fortes pressions. Elles sont plus souvent victimes de rackets voire de harcèlement sexuel que les hommes commerçants, notamment parce qu'elles disposent de moins d'argent ou sont moins disposées à payer pour franchir les obstacles.



Photo: Déléguées des fédérations paysannes exposant leurs productions à la Foire internationale de l'agriculture et des ressources animales (FIARA) à Dakar, Sénégal © Enda, 2010

### Quelle rentabilité sociale et économique pour les activités des femmes ?

La rentabilité sociale des projets visant à une plus grande égalité entre les femmes et les hommes se mesure à l'investissement dans les droits, les formations sur le genre, la formation à la prise de parole, le plaidoyer, les gains d'autonomie au quotidien, la reconnaissance du travail rémunéré. Il s'agit de bénéfices non monétaires, qui sont la condition de la rentabilité économique et au recul de la féminisation de la pauvreté. « *La rentabilité sociale précède la rentabilité économique* », ont affirmé les femmes.

Consolider des filières nationales de transformation agro-alimentaire fondées sur des petites unités et employant des femmes à des tâches qualifiées doit leur permettre de participer à la modernisation sans être dépossédées de leurs savoirs traditionnels. Développer des stratégies de ré-appropriation quand les femmes sont écartées des emplois mieux rémunérés, équilibrer les emplois qualifiés entre les hommes et les femmes, viser une plus grande équité dans les rémunérations, doter les femmes d'outils et les professionnaliser, tels sont les défis d'une économie durable, équitable et soutenable.

## L'expérience du groupement mixte des jeunes "Bamtaare sukabe Guede" dans la transformation des produits de l'agriculture saine et durable au Sénégal (Enda Pronat)

Par Pauline Marie Hélène Ndiaye, responsable de programme à Enda Pronat

Enda Pronat est une ONG créée en 1982 et membre du réseau Enda Tiers Monde. Elle travaille dans le développement rural avec une option en agriculture familiale saine et durable (ASD)<sup>9</sup>. Partie d'une sensibilisation sur l'utilisation abusive des pesticides, elle développe des alternatives à l'usage des engrais et produits chimiques. Par la suite, son action s'est étendue au foncier, à la transformation puis la commercialisation des produits, au renforcement organisationnel des fédérations et des femmes, à la participation des femmes aux instances politiques de décision, à la gestion intégrée des terroirs et la protection des ressources naturelles, à la récupération des sols dégradés, etc.

Enda Pronat travaille avec 4 fédérations paysannes dans les Niayes, la vallée du fleuve Sénégal et la zone de Koussanar. Celles-ci sont constituées d'organisations de producteurs-trices ou d'individus qui travaillent dans les domaines cités plus haut.

La fédération *Ngatamaré Toro* se situe dans la vallée du Fleuve Sénégal, région du Fouta. Elle est partenaire d'Enda Pronat depuis 2006 et rassemble 2 600 membres dont 60% de femmes, regroupés en GIE (Groupement d'Intérêt Economique) de petits producteurs et productrices. Elle a commencé avec la culture du riz ASD et des oignons et, depuis 2012, a entamé une diversification avec la production de légumes (courge, patate, piment et chou), de l'arachide, du maïs, de niébé (variété locale de haricot),

Le GIE des jeunes *Baamtaré Sukabé Guédé*, devenu membre de la fédération en 2010, s'occupe de la transformation du riz ASD produit par les paysan-nes dans les unions locales. Le GIE a été un des groupes appuyés en matériel et formations dans le cadre du programme « *FSP genre et économie, femmes actrices du développement* » cofinancé par le ministère français des Affaires Etrangères de 2009 à 2011.

<sup>9</sup> L'Agriculture Saine et Durable (ASD) peut être définie comme un type d'agriculture qui vise à produire plus et mieux et qui s'inscrit dans une approche respectueuse de la santé des populations (humaines et animales) et de l'environnement. Source : rapport général portant sur la promotion de l'agriculture saine et durable, août 2008, page 4.

Cet article retrace l'évolution du GIE depuis sa création et ses débuts dans la transformation agroalimentaire, en termes économiques et de genre et ses perspectives en fin de projet.

### Rappel historique

#### La société poular et le changement du rôle des femmes

Le Fouta est une province « *hal poular* » (peuhle) fortement islamisée et socialement hiérarchisée. Les jeunes filles y sont données précocement en mariage ce qui, le plus souvent, interrompt leurs études. Lors des entretiens effectués auprès des membres de la fédération sur la place et le rôle de la femme dans la société, nous avons recueilli les éléments ci-après.

Traditionnellement, le rôle de la femme était au foyer. Elle devait s'occuper de son mari et de ses enfants. Ce rôle traditionnel demeure malgré les mutations en cours. Celles-ci sont liées entre autres à l'ouverture au monde favorisée par les moyens modernes de communication, à l'éducation des filles, à l'intervention des projets de développement. Les changements se manifestent, pour les femmes, par plus d'affirmation en public (prise de parole, participation aux réunions qui impliquent plus d'absence du foyer), l'allègement des tâches ménagères et l'acquisition de revenus monétaires.

D'après les hommes, les femmes qui ont leurs revenus « *achètent pour elles-mêmes* » (di diendel bopam dara), « *règlent leurs petites dépenses* » (fajj ay soxla yu seew seewam), et « *se débrouillent pour les condiments*<sup>10</sup> » après que l'homme ait donné le riz. Le seul fait de gagner de l'argent ne change pas forcément le statut de la femme, car « *l'avoir et les biens de la femme n'échappent pas à l'homme* » (am-am u jiggeen, gennul gor gi).

Les femmes considèrent que l'acquisition de revenus permet de « *régler ses problèmes* », de « *ne plus dépendre de son mari* », de « *réaliser soi-même ses désirs* » (defal sa bopp ligay yootu). Certaines arrivent à couvrir des dépenses quotidiennes mais aussi à investir, par exemple en achetant du bétail. Cependant, on note parfois une certaine redevabilité au mari qui autorise à mener des activités. C'est pourquoi, certaines « *ne l'oublie pas dans les revenus* ». Ceux-ci sont cependant principalement destinés à couvrir des besoins des enfants à qui elles « *achètent chaussures, habits, fournitures scolaires* ».

La génération de revenus parmi les femmes rurales peut amener des changements dans les relations conjugales, mais ils ne sont pas immédiats. D'après les hommes, la situation dépend plus du type de femme à qui ils ont affaire : ils perçoivent assez mal

<sup>10</sup> Ingrédients qui composent une sauce accompagnant le plat de riz (légumes, etc).

le fait que certaines, conscientes de leur poids économique, le fassent valoir auprès du mari. Ils valorisent davantage celles qui « *ne changent jamais* » malgré leur contribution économique dans la famille. Ce sentiment est d'ailleurs largement partagé chez les femmes qui considèrent que leur pouvoir économique ne change pas leur rang de subordonnée, respectant en cela, la tradition et la religion.

L'entretien effectué avec une jeune femme du village de Guédé illustre ces constats. On souligne en *italique* les expressions qu'elle emploie et qui dévalorisent son propre travail, et en **caractères gras** les activités économiques réalisées. On constate qu'elle réalise de nombreuses activités mais que par « modestie », elle leur confère un caractère secondaire ou marginal.

B... est mariée à son cousin. Elle vit dans une grande famille où elle partage le foyer conjugal avec sa belle mère, ses belles sœurs, son mari, ses beaux-frères et leurs femmes.

Pour les tâches ménagères, c'est la fille de l'aînée des belles filles, qui lui est « confiée », qui s'occupe maintenant des enfants. *Elle ne fait que nettoyer la maison quand arrive son tour*. Dans le ménage, chaque femme gère le petit déjeuner de sa progéniture et les deux principaux repas sont communs.

Le riz cultivé par la famille est ramené à la maison et partagé en portions égales entre les frères mariés. Chaque femme puise, dans ses stocks de famille, le nécessaire pour la préparation des repas de midi ou du soir. La dépense familiale est remise par le mari de la femme qui est de tour. Pour les repas, il y a une entente entre femmes de la concession : les belles-sœurs préparent le déjeuner tandis que les épouses assurent le dîner.

*Elle va rarement au champ sauf pour le battage du riz* rémunéré en nature au 10<sup>ème</sup> de la quantité travaillée. Sa part du riz vient en complément de la ration quotidienne ou sert à régler ses besoins personnels (cadeaux et autres). Les champs de riz sont communs mais chacun des maris a son lopin personnel pour la culture de tomates industrielles ou les oignons. **Elle plante dans le champ du mari des légumes** qui lui servent de condiments pour les repas. **Elle en vend** pour participer à la dépense quotidienne.

Son potager lui procure **des revenus petits mais réguliers** qui permettent d'assurer le quotidien. En plus des légumes, **elle a un petit commerce** (étal) de mangues ou d'autres friandises, selon la saison, d'autant que ce sont des activités *qui ne lui prennent pas beaucoup de temps car même les enfants peuvent vendre pour elle*. L'argent gagné sert aussi à épargner à travers des **tontines légères** qui permettent de s'équiper en matériels et ustensiles de cuisine. Avec les **tontines les plus consistantes**, elle a de l'argent qu'elle **investit** dans du plus durable comme **l'élevage et l'embouche**.

Ses autres revenus économiques importants sont fournis par **les tresses** lors des fêtes religieuses. Elle achète des habits pour elle et ses enfants. Elle en profite

également pour faire des cadeaux à sa maman ou aux parents du mari. Par ordre d'importance, ses revenus proviennent de la vente des **légumes, du petit commerce et des tresses**.

### La fondation d'un groupe de jeunes mixtes

Initié sur un fond politique (soutien à un politicien local qui avait « ses » hommes), l'organisation d'une tournée de sensibilisation sur le sida et le paludisme en 2009 va être le prétexte à la création du groupe. La mixité de départ est due à la division du travail « spontanée » dans l'organisation des manifestations socio-culturelles où les hommes s'occupent de la logistique et de la sécurité et les femmes de l'accueil et de la restauration. Ainsi pour les besoins de l'organisation 3 jeunes hommes vont être complétés par 3 jeunes filles dans chaque quartier « *qui ne posent pas de problèmes et avec qui les jeunes peuvent facilement composer et travailler* ».

Avec le succès de la manifestation, les jeunes commencent à se réunir chez l'un d'eux et petit à petit, naît une prise de conscience qu'ils peuvent et doivent faire plus pour leur développement personnel et celui de leur localité. Le groupe prend le nom de « *Baamtaaré Sukabe Guédé* » c'est-à-dire « développement des jeunes de Guédé ». 10 femmes et 12 hommes représentant une diversité de situations et conditions sociales : mariés-es et célibataires, ménagères, élèves, agriculteurs et agricultrices, éleveurs et éleveuses, pêcheurs et pêcheuses.

L'association commence à se structurer avec la formation d'un Bureau et le versement des frais d'adhésion de 500 FCFA (soit 0,7 €) par membre.

La composition du bureau est faite sur une proposition entérinée de 4 hommes qui désignent des femmes aux postes clés (présidente, secrétaire et trésorière) avec des adjoints hommes.

Pour les hommes, il s'agit d'encourager les femmes pour qu'elles « osent » s'engager. Ils décident de leur permettre d'avoir des informations, des idées et des espaces d'initiatives, de leur donner leur chance, en valorisant leurs qualités de meilleures gestionnaires et économes.

Les femmes confirment qu'elles apprécient que les hommes leur laissent leur chance, mais elles revendiquent aussi d'autres qualités, comme leurs astuces (« *feem* »).

### Des manifestations culturelles à la transformation du riz : saisir une opportunité

A la recherche de parrain pour une de leurs manifestations culturelles, le groupe a sollicité des soutiens auprès des personnalités originaires du terroir. Des délégués ont rencontré une responsable d'Enda Pronat qui leur a apporté son soutien matériel et moral. Emus par le geste, des relations particulières naquirent entre le groupe et cette responsable.

C'est parce qu'ils s'étaient ainsi fait connaître par leur dynamisme, qu'Enda Pronat et la fédération firent appel à eux pour prendre la relève, quand un blocage surgit entre la fédération et le groupe de femmes initialement chargé de la transformation du riz, avant la mécanisation de l'unité.

#### **L'expérience de conditionnement du riz ASD à Guédé : du groupe de femmes au groupe de jeunes**

L'activité a commencé en 2008 avec la première production de riz ASD.

Le GIE 9 (privé) de Guédé, membre de la fédération, a démarré le conditionnement du riz et lancé la commercialisation avec un magasin Casino de Dakar en 2008 (1 tonne et demi vendue entre 2008/2009). L'activité de décortiquage et de tri à Guédé se faisait avec les femmes membres, puis le riz était livré en vrac et la mise en sachets se faisait à Dakar.

Par la suite, des femmes de 35 à 55 ans ont été recrutées au niveau de chaque union villageoise et ont suivi une formation de 4 jours en 2009. Du matériel de conditionnement a été acheté pour une valeur de 200 000 FCFA (304 €). Sur la base des informations données par les femmes, la rémunération au poids par kg décortiqué et trié est fixée à 30 CFA (0,04 €), soit une rémunération journalière de 1500 CFA (2 €).

Dans la réalité, les quantités produites ne permettaient pas d'obtenir le gain journalier attendu et les femmes devaient assumer des frais de restauration et de transport depuis les villages voisins. Elles pensaient que la fédération prendrait en charge ces dépenses. Faut d'accord, la fédération décida de confier l'activité aux jeunes femmes et hommes de Guédé Chantier, volontaires pour prendre la relève de façon bénévole initialement.

#### **La professionnalisation du GIE**

L'introduction d'une dimension économique dans l'association culturelle des jeunes a été permise dans le cadre du « FSP genre et économie », avec le soutien d'Enda Pronat.

Trois types d'appuis ont permis leur professionnalisation tout en maintenant un critère d'équité entre femmes et hommes: l'acquisition d'un matériel performant de décortiquage, des formations techniques et en gestion et une formation sur les relations femmes/hommes.

#### **Les investissements dans l'unité de transformation du riz ASD**

Une décortiqueuse performante ZX3 a été choisie en raison du grand nombre de fonctions associées au décortiquage : élimination des déchets et séparation des sous-produits du riz (balle, son, riz blanc en 3 calibres). La décortiqueuse est devenue

opérationnelle fin 2010, après la construction d'un abri, d'ouvrages métalliques d'évacuation de la balle de riz et la définition d'un contrat de location entre le locataire et le GIE.

Le GIE a acquis du matériel qui a amélioré les conditions de travail, auparavant assez rudimentaires : chaises, plats, table, grands bols, thermo soudeuses, et tenues de travail ont transformé le groupe en unité de production professionnalisée.

Une subvention d'un million FCFA (1500 €) a été accordée pour appuyer l'achat du riz paddy à la fédération, comme contribution au fonds de roulement.

#### **Les formations techniques et sur le genre**

Des formations ont été effectuées pour rendre le groupe performant dans la transformation et la vente des produits. Ces formations se sont accompagnées d'actions visant le développement personnel et humain du groupe : des visites auprès d'autres organisations ont permis d'aborder la question de l'égalité et d'élargir son horizon.

Toutes les formations ont été mixtes et les formateurs se sont efforcés de faire participer femmes et hommes.

#### **Formation technique sur l'utilisation et la maintenance de la décortiqueuse**

**4 femmes et 3 hommes** ont été formés à l'utilisation et la maintenance de la machine. Les femmes se sont révélées enthousiastes, bien qu'elles aient eu plus de mal à se familiariser avec les clés à molettes, tournevis et autres outils. Elles étaient plus à l'aise pour apprécier la qualité de séchage du riz paddy, la propreté des lieux, le respect des normes de qualité. Elles ont été perçues par les formateurs comme plus attentives et motivées.



Photo : la décortiqueuse ZX3 et une meunière en action (Enda Pronat © 2012)

### Formation en hygiène

Elle a eu lieu en 2011 au bénéfice de 12 femmes et 10 hommes. L'accent a été mis sur les contaminations possibles et les risques dans le décorticage et la transformation du riz.

Les préoccupations des femmes et des hommes ont été prises en compte afin qu'elles n'en soient pas exclues pour des raisons indirectes.

- le choix des horaires retardé d'une heure pour permettre aux femmes de régler la maison et de s'assurer que tout marche en leur absence
- La formation, alliant théorie et pratique, a permis aux participants-es alphabétisés-es ou non de comprendre.



Photo : l'hygiène dans la transformation des produits agro-alimentaires  
(Enda Pronat © 2012)

### Formations en gestion

Les formations ont porté sur :

- les outils de gestion de la décortiqueuse : collecte de données écrites par les préposé-es au pesage et à la conduite du moulin, suivi de la performance de la machine
- un business plan destiné à aider le GIE à programmer ses activités au service de ses clients. C'est un document indispensable pour la recherche de partenaires financiers.
- le marketing et la commercialisation: 2 jeunes (H/F) ont bénéficié d'une formation groupée à Dakar afin d'améliorer la présentation et la commercialisation du riz ASD et d'autres produits. Chaque mission à Dakar des membres du GIE est une occasion de formation pratique, à travers des visites aux points de vente. Des rencontres ont été faites avec des membres d'autres fédérations afin de promouvoir la vente commune de produits ASD à Dakar.

### Formation en genre et visites d'échanges

2 personnes du GIE (H/F) ont participé à un atelier sur le genre avec les partenaires d'Enda Pronat et de l'ONG Agronomes et Vétérinaires sans Frontières (AVSF) organisé

dans le cadre du FSP en 2010. Par la suite, des restitutions sont organisées et des outils d'analyse pratiqués : budgets temps, cartographie de la division des tâches et des territoires, accès et contrôle des ressources. La question de l'équité dans le travail et de la collaboration au sein du foyer ont été largement discutées. Postérieurement, les responsables de Pronat ont régulièrement mis ces questions sur la table et encouragé les femmes à la prise de responsabilité.

Les jeunes ont fait des visites avec un GIE de transformation de céréales à Dakar et ont participé à la foire internationale de l'agriculture et des ressources animales (FIARA).

### L'évolution organisationnelle : formalisation et positionnement dans la fédération

#### - Au démarrage, une organisation horizontale et informelle de tâches

Quand le groupe de jeunes initie son activité de transformation du riz ASD, celui-ci est préalablement décortiqué dans les moulins du village par des machines. Ils sont chargés de réaliser un travail manuel important de tri et de vannage afin d'éliminer les impuretés, avant le conditionnement destiné à la vente à Dakar. Le principe de base de l'organisation du travail est à cette étape que « aucun membre ne soit laissé en rade ». Toute personne disponible participe au tri et conditionnement du riz ASD, sans trop de hiérarchie.

Puis devant la nécessité de renforcer le personnel, le groupe s'est élargi aux femmes des hommes mariés du groupe, car disent-ils « au lieu d'aller chercher loin, donnons l'opportunité à nos femmes et s'il y a bénéfice, elles en profiteront comme nous ». Les 2 jeunes femmes mariées n'ont pas amené leurs conjoints car l'un est absent et l'autre est un agriculteur âgé. De 22, le groupe passe à 33 membres et devient majoritairement féminin (21 femmes et 12 hommes) dont 9 couples, 2 femmes mariées et 12 célibataires (3 jeunes hommes et 9 jeunes filles).

Toutes les tâches sont partagées entre les membres avec l'apparition de rôles spécifiques pour quelques hommes comme le pesage et le décorticage. Des hommes sont nommés responsables, ils animent le groupe et organisent le travail. La rémunération de la prestation au kg de riz est définie par la fédération et Pronat, puis la rémunération globale se répartit entre participants-es suivant les journées de travail pointées pour chacun-e.

#### - De la reconnaissance juridique et sociale à un positionnement fort dans la fédération et dans la filière ASD.

Après des mois de travail et à la faveur de l'accompagnement reçu, le groupe de jeunes a évolué vers une formalisation à plusieurs niveaux :

- Au plan juridique: l'association se convertit en GIE et acquiert son récépissé en 2010. Ce récépissé, avec le numéro du registre de commerce, l'autorise à mener des activités commerciales que la fédération ne peut faire légalement à cause de

son statut d'association. C'est donc en tant qu'acteur de la filière intégrée de transformation et commercialisation du riz ASD du fleuve que le GIE adhère à la fédération *Ngataamaré Toro* en 2010.

- La reconnaissance juridique évolue vers un renforcement social et un positionnement économique dans la filière et dans la fédération. Les responsabilités du GIE dépassent la transformation du riz: il se voit confier la collecte, le tri et la vente des oignons ASD.
- La fédération *Ngataamaré Toro* acquiert les autorisations de vente des produits transformés par le GIE que sont le riz brisé, le couscous précuit de riz (sous le label « *couscous de Fouta n°116/2011/FA* »), les granulés non cuits de riz (label « *arraw du Fouta n°117/2011/FRA* »), autorisations qui viennent couronner les formations HACCP et garantissent la qualité des produits aux consommateurs de Dakar

### L'intégration du genre dans l'organisation du travail et des revenus

#### La décortiqueuse améliore les conditions de travail et crée l'innovation avec les femmes meunières

La mécanisation du décortilage, intégrant le vannage, le tri et le calibrage a supprimé les tâches manuelles pénibles comme le tri (se baisser pendant des heures sur le riz blanc).

Avoir sa propre machine donne la liberté de planifier le décortilage et la possibilité d'en garantir la qualité sans contamination chimique dans les moulins du village, en prenant toutes les précautions requises.

La grande innovation est l'introduction des femmes dans la phase de décortilage jusque- là réservée aux hommes. La facilité de manipulation par rapport à celles présentes à Guédé fait qu'elle est même qualifiée de « *machine de femme* ».

Bien que le meunier principal soit plus expérimenté en décortilage (pour y avoir travaillé avant), le travail en binôme homme / femme permet de renforcer les capacités des femmes.

La plus assidue des meunières témoigne que « *la formation en genre a beaucoup changé l'activité de décortilage parce que les hommes commencent à nous intégrer davantage dans le système* ». Ainsi elle commence à prendre des initiatives et peut gérer l'ensemble des tâches durant son tour de travail.

#### Vers une spécialisation des tâches

Le GIE s'est réorganisé au fur et à mesure pour être plus performant dans le travail. L'installation de la machine et les formations ont entraîné une réorganisation des tâches qui distingue les activités ouvertes à tous et toutes comme le tri et le conditionnement du riz décortiqué et les autres plus spécifiques en amont et en aval du décortilage.

En aval, de nouvelles activités sont confiées spécifiquement aux femmes comme la transformation du riz blanc en couscous et granulés (arraw).

En amont, il y a les travaux de manutention et de pesage du riz.

La répartition hommes / femmes dans la chaîne de transformation au niveau du GIE s'effectue comme suit selon le type de produits (riz blanc ou transformé).

CONDITIONNEMENT DU RIZ BLANC OU COMPLET		TRANSFORMATION EN COUSCOUS ET GRANULES (ARRAW) DE RIZ	
Pesage du riz paddy à l'arrivée	H	Pesage et lavage du riz à transformer	F
Pesage du riz à la sortie	H	Pilage au moulin à farine	F
Transport du paddy	H	Tamisage	F
Manutention du riz	H	Roulage	F
Séchage du riz	H/F	Cuisson à la vapeur	F
Conduite de la décortiqueuse	HF	Séchage du riz	F
Récupération des sous-produits	H/F	Pilage du couscous à la main	F
Remplissage des documents (cahiers)	H / F	commercialisation	H / F
Tri du riz blanc décortiqué ou complet	H/F		
Vannage	H/F		
Pesage	H/F		
Couture des sacs / ensachage	H/F		

La transformation en couscous et arraw est introduite en 2011 comme test de diversification pour renforcer le travail du GIE en confiant à des femmes spécialisées le roulage manuel de la farine en granulés. Le fait que cette activité se réalise à domicile pour le moment explique son exclusivité féminine.

Selon les jeunes, toutes les activités sont potentiellement mixtes dans le temps : le roulage manuel va demander beaucoup d'apprentissage pour les hommes et les hommes ménagent leurs femmes et « sœurs » en leur épargnant la manutention.

#### Des bénéfices monétaires mesurables de différentes façons.

Il existe plusieurs manières de comparer les revenus des femmes et des hommes : soit en comparant la rémunération au kg selon la tâche, soit en comparant le total des rémunérations reçues par les hommes et par les femmes, en séparant les tâches de transformation primaire (décortilage et conditionnement du riz blanc), des tâches de transformation secondaire (roulage, cuisson du couscous et arraw) rapportées au kilo.

Le GIE a reçu l'argent de ses prestations de décorticage de 2010 au 1<sup>er</sup> trimestre 2012 en deux versements de 330 € puis 758 €, après la vente finale de 14281 KG de riz à Dakar. Globalement les hommes ont reçu 610 € et les femmes environ 478 €, soit 56% en faveur des hommes. Les montants reçus font l'objet d'une répartition entre équipes (conditionnement, commercialisation...) puis entre membres à l'intérieur de chaque équipe selon le temps de travail passé.

La transformation secondaire en granulé (arraw) a concerné 14 femmes et a été rémunérée à 200 FCFA (0,30 €) le kg tandis que couscous est payé à 250 CFA (0,38 €), car il nécessite des opérations en plus comme la pré-cuisson et le pilage. La rémunération moyenne de chacune des femmes ayant fait le test de transformation en couscous et arraw a été donc de 13 032 FCFA (20 €). Pour cette activité qui a l'ambition de se développer, l'argent est immédiatement disponible, car le GIE remet l'argent aux femmes avant la vente à Dakar.

Si on prend en compte le total des revenus tirés des deux formes de transformation (production de riz blanc ASD et transformation en couscous et arraw), le total des revenus générés est capté à 55% par les femmes. Ainsi la transformation secondaire aide les femmes à combler le différentiel de revenu créé par le fait que, dans l'état actuel des choses, les hommes sont plus présents en temps et en nombre dans les activités de décorticage. La transformation secondaire offre donc des perspectives de sources additionnelles et de diversification de revenus pour les femmes.

Le travail à l'unité de transformation est loin d'occuper totalement les membres du GIE qui vaquent à d'autres activités (agriculture, élevage pour les hommes ; petit commerce et récolte de riz ou de tomates pour les femmes). L'intensité du travail dépendra de la production locale de riz ASD, de l'écoulement des produits à Dakar et des pics de travail dans les champs notamment les récoltes qui nécessitent de la main d'œuvre masculine comme féminine.

### Les bénéfices non monétaires

Comme le souligne le commercial du GIE: «*pour le moment, les bénéfices économiques ne sont pas nombreux car l'argent reçu n'est pas trop important. Mais, il y a des bénéfices liés aux formations et aux connaissances acquises même s'il reste encore à faire*».

La réflexion sur le genre a amené le GIE à rendre visibles et apprécier les bénéfices non monétaires :

- la création du GIE et l'acquisition de sa reconnaissance juridique
- l'adhésion du GIE à la fédération Ngatamaaré Toro
- les formations reçues,
- la participation à des foires, visites d'échanges et au forum social mondial
- le renforcement du groupe (bonne entente, travail en chaîne et dans la polyvalence)
- les effets bénéfiques qui s'étendent aussi à la famille

- la sensibilité au genre se développe : les hommes motivent et encouragent les femmes.

### Leçons tirées de la pratique du genre : un exercice de longue haleine

#### Avantages et inconvénients d'une organisation paysanne mixte

Parmi les avantages des organisations mixtes, nous notons :

- le milieu est proche de la réalité où les hommes et les femmes ne vivent pas séparés
- l'apprentissage à la négociation et à la prise de décision : le durable c'est ce qu'on obtient en prenant des responsabilités
- la prise en compte du genre est facilitée lorsque des hommes convaincus deviennent médiateurs et avocats de la cause des femmes
- la mixité peut faciliter la complémentarité dans le travail, la prise en compte des idées et des besoins des hommes et des femmes.

Cependant, il faut être conscient :

- du risque de domination et d'accaparement du pouvoir par les hommes le plus souvent
- que le poids numérique et économique des femmes n'est pas toujours synonyme de pouvoir politique et d'influence : une poignée d'hommes peut décider de tout même dans une organisation de femmes.
- des pesanteurs socio culturelles qui freinent les femmes et créent des barrières avec lesquelles un projet comportant une perspective de genre doit prendre en compte.

Dans le cas du GIE et de ses activités, nous avons noté les contraintes suivantes rencontrées par les femmes :

- Le **comportement assez réservé** des femmes lors des formations ou des rencontres même si l'animateur les stimule à participer. Des leaders émergent cependant.
- **L'analphabétisme** : pour assumer certaines responsabilités où l'écriture est nécessaire, il faut être alphabétisé. Les filles scolarisées peuvent jouer ce rôle, cependant pour des raisons d'étude, elles résident en dehors de Guédé, ce qui les déconnecte de l'activité une partie de l'année.
- **La maternité** : au fleuve, les filles se marient assez tôt (moins de 18 ans). Les maternités rendent indisponibles temporairement les femmes et le manque de services pour la petite enfance constitue un facteur handicapant. Les travaux ménagers sont répartis au niveau familial notamment si elles sont plusieurs femmes dans la maison. Un des exemples reste la femme meunière la plus engagée, qui occupe un poste qualifié grâce à la discussion introduite sur le genre autour de l'installation de la décortiqueuse, et qui a dû se retirer un temps à

cause de sa maternité. Cependant, son repos a coïncidé avec une panne de la décortiqueuse et donc l'impact de son arrêt a été minimisé.

### **Egalité versus efficacité : le dilemme du genre**

La prise de responsabilité des femmes n'est pas facile malgré les efforts faits par le GIE et l'accompagnement du projet. Comme le dit l'un des responsables « *travailler avec des femmes demandent de la patience : il faut les tirer, beaucoup conscientiser et encourager pour les amener à l'action* ». Les hommes sont plus « disponibles » dans le suivi quotidien, car ils subissent moins de contraintes personnelles et familiales.

Dans le cadre d'un projet intégrant la dimension genre, travailler à une distribution équitable des rôles dans l'activité économique, prend plus de temps pour l'apprentissage des femmes analphabètes et responsables de famille et peut aller à l'encontre d'une efficacité économique immédiate.

La mixité des formations a permis de mettre le doigt sur le processus de changement des bénéficiaires d'une activité manuelle de transformation agroalimentaire (des femmes) au moment de sa technicisation ou mécanisation (moment où les hommes commencent à s'y intéresser).

Une vigilance devra être maintenue sur le long terme, car ces acquis ne sont pas garantis, comme le témoigne l'évolution des fédérations partenaires de Pronat, très majoritairement féminines à la base, et masculines au sommet : le manque de services d'appui, des projets techniques sans ressources spécifiques ou suffisantes sur le genre, les difficultés quotidiennes des femmes rurales pour accéder aux crédits ou à la formation continue, peuvent avoir raison des bonnes intentions.

### **L'avenir du GIE**

L'avenir du GIE s'apprécie à travers l'activité économique et les objectifs que les jeunes se fixent.

Pour l'**activité de transformation du riz**, la distribution se limite pour l'instant aux supermarchés et supérettes de la capitale. Aujourd'hui le prix d'achat du riz paddy par la fédération aux producteurs/trices ASD, a été fixé à 200 F/kg (0,30 €) pour les stimuler face aux difficultés d'entretien manuel des parcelles et aux coûts d'irrigation qui ne cessent d'augmenter avec la flambée des prix du pétrole. Il demeure élevé pour que le riz décortiqué produit sans pesticides ni engrais chimiques arrive à un prix abordable pour le consommateur de classe moyenne à Dakar (actuellement vendu à 500 CFA soit 0,76 € le kg). Pour ouvrir le marché à un plus grand nombre de consommateurs, Pronat et les producteurs doivent travailler à l'augmentation des rendements, à la baisse des coûts de production (systèmes d'irrigation à partir

d'énergie solaire), à l'amélioration du système de financement des activités agro-écologiques de la production du riz à la commercialisation des produits finis.

La construction d'un nouveau local pour l'unité de transformation et d'un magasin de stockage de produits ASD subventionnés par un partenaire allemand va sécuriser l'activité de transformation et le travail du GIE. Les jeunes ont joué un rôle important dans l'identification du terrain et le suivi des travaux.

### **Les jeunes peuvent être considérés comme des exemples.**

Les formations en genre ont eu un impact important sur les relations entre les membres du groupe. Même si toutes les femmes ne sont pas encore acquises, il y en a de plus en plus qui pensent que tout ce que l'homme fait, la femme le peut aussi, jusqu'au décortilage avec une machine. Cela peut aider à changer les mentalités des hommes et des femmes du village pour montrer que c'est possible. Maintenant que le tabou est levé, d'autres groupements de femmes peuvent acquérir leur décortiqueuse et travailler pour elles-mêmes.

Les jeunes sont optimistes et confiants face à leur avenir.

*« Nous espérons beaucoup de ce GIE qui évolue vers une entreprise. Nous savons ce que nous voulons et ce que nous pouvons. (...) Si nous sommes unis-es, nous sommes forts-es, nous vaincrons nos difficultés car « un seul doigt ne peut pas ramasser une pierre » et « si les bouches des fourmis s'unissent, elles transportent un éléphant ».*

L'expérience du « *FSP genre et économie* » a été très enrichissante. Le GIE a beaucoup évolué au plan organisationnel et levé certains tabous dans l'activité de transformation.

Cependant, il y a encore à faire dans la promotion du genre. Les développements faits sur les difficultés ont montré la complexité de prendre en compte le genre dans les groupements mixtes avec la tension entre l'efficacité immédiate pour la rentabilité économique et la participation effective de tous les acteurs et actrices qui nécessite des moyens et du temps.

La réduction des inégalités devra prendre en charge des questions plus stratégiques et un accompagnement plus spécifique des femmes comme les droits civils, les formations techniques, l'alphabétisation, la confiance et l'estime de soi. Le processus ne peut qu'évoluer et le chemin est encore long mais nul doute que le suivi des acquis de ce projet va se poursuivre à travers les projets actuels et futurs.

## Entreprises locales de femmes, le sésame (Tech Dev)

H. de BEAUMONT (TECH DEV) avec les contributions de  
E. GUIRO (ADEE), K. TRAORE (NUNUNA), A. TEGA et F. YODA (RFA)

### Le karité, "l'or blanc des femmes"

L'arbre de karité est une espèce endémique poussant en Afrique de l'Ouest et sur une partie de l'Afrique centrale. Le ramassage des fruits du karité et la production de beurre de karité par barattage dans les villages sont des activités traditionnellement dévolues aux femmes en milieu rural au Burkina Faso.

### La fédération NUNUNA de productrices de beurre de karité et de sésame au Burkina Faso

La fédération NUNUNA constitue le cadre fédératif des Unions de Productrices des Produits du karité depuis 2001 – anciennement Union des Groupements de Productrices de Produits de Karité des Provinces de la Sissili et du Ziro (UGPPK) – et des Unions de Productrices de sésame depuis 2011. Le siège de la fédération est situé à Léo à 165 km au sud de Ouagadougou, proche de la frontière du Ghana.

Elle rassemble 7 Unions de productrices de karité et 2 Unions de productrices de sésame dans les provinces de la Sissili et du Ziro, soit actuellement 103 groupements villageois de femmes productrices représentant 4 596 membres individuels dans 43 villages dans un rayon de 100 km autour de Léo. A son démarrage, la fédération ne rassemblait que 600 femmes, puis 1200 femmes (32 groupements) en 2007.

La fédération qui comptait un seul salarié permanent en 2005, en compte 16 en 2010 (dont 9 femmes).

Les principales productions de la fédération sont :

- le beurre de karité, fabriqué traditionnellement dans les villages par les Groupements de Valorisation Féminine (barattage) puis filtré, homogénéisé et conditionné pour l'exportation à Léo ; dans le cadre d'une certification équitable (depuis 2006) et biologique (depuis 2007)
- le sésame depuis 2009 : mise en culture par plus de 1 400 femmes dans le cadre du projet ELFE.

### Le projet ELFE (Entreprises Locales de Femmes)

Le projet est porté par l'association TECH DEV - France en partenariat avec l'ADEE – Burkina Faso pour accompagner la diversification des activités de la Fédération, voulue et décidée par les femmes pour sécuriser leurs revenus.

Les principales actions menées dans le cadre du projet ont été :

- Organisation des 3 premières campagnes sésame (2010, 2011 et 2012) : formations au parcours cultural, encadrement des productrices, recherche et approvisionnement en intrants (semences améliorées, engrais, produit de traitement phytosanitaire), parcelles écoles, commercialisation du sésame, unité pilote de nettoyage et d'extraction d'huile de sésame (installation et démarrage en mars 2012), ateliers d'auto évaluation ;
- Structuration des productrices en 2 Unions sésame en 2011 et création de NUNUNA (cadre fédératif des Unions karité et sésame) dans le prolongement de l'UGPPK-S/Z ;
- Mobilisation d'un binôme d'expert-e-s genre burkinabè (Réseau Femmes en Action – RFA) pour prendre en charge l'intégration de l'approche genre dans la mise en œuvre du projet ELFE de façon transversale et permanente par une démarche participative d'échanges et de capitalisation des expériences, portée directement par les femmes productrices en vue d'améliorer leurs conditions de vie : diagnostic genre de la fédération au démarrage du projet, formation en genre de l'encadrement, mise en œuvre d'une stratégie pour la négociation et la concertation avec les maris des productrices de sésame, outil de suivi de la lutte contre les inégalités genre à partir de 2 enquêtes réalisées auprès de 105 productrices et de leurs maris.

### La stratégie économique du projet

#### Les premiers regroupements autour du karité

En 2001, le regroupement de 600 femmes productrices autour de la ville de Léo a donné naissance à la coopérative UKPPK-S/Z. La présidente de la fédération se souvient de cette époque : *"Moi comme les autres, on n'arrivait pas à vendre notre produit sur les marchés. On ne ramenait pas d'argent à la maison, seulement le beurre invendu ; on a alors décidé de se regrouper, notre vie a changé ... Ensemble, on pouvait regrouper nos productions, mettre nos moyens de production en commun et répondre à des commandes<sup>11</sup>".*

Les programmes successifs d'appui à cette initiative (coopération canadienne, coopération française depuis 2002) ont accompagné la croissance de la coopérative ; les femmes sont aujourd'hui plus de 4 500 à écouler leur production de beurre de karité certifié biologique et équitable notamment sur le marché international de la cosmétique.

Les membres ont appris à organiser collectivement leurs activités en dehors du foyer, elles ont su générer des revenus monétaires significatifs au niveau de leur ménage, et faire évoluer une activité traditionnellement destinée à l'usage domestique et local

11 Interview de la Présidente de la Fédération le 9 Novembre 2012 (Supplément "Le Monde Argent & Patrimoine" du 14/11/12 : "Avec NUNUNA, les Burkinabées se regroupent pour vivre du beurre de karité")



temps, accès à et contrôle des ressources et bénéfiques, etc) et de renforcer la participation des femmes dans les activités de leurs organisations de base.



Les maris des productrices visitant les ateliers de leurs épouses juste après le débat entre productrices et époux, photo prise le 12 mars 2010 au siège de Nununa à Léo, Burkina Faso (la machine sert au barattage de la pâte de karité). © Tech Dev

**Une productrice de karité :** « [Au démarrage du projet] on a convoqué les hommes, on s'est assis et on s'est entretenu. Les hommes ont dit qu'ils ne savaient pas que c'était comme ça, donc on va main dans la main pour travailler sur le sésame. C'est cette joie qui nous a poussées à danser, une danse de joie entre maris et femmes. »

#### ... pour l'accès à la terre

D'après les deux enquêtes de terrain effectuées par le Réseau Femmes en Action<sup>13</sup> dans le cadre du projet, si les femmes ont pu obtenir des lopins de terres pour la culture du sésame, cela ne traduit pas une forme de sécurité foncière sur les terres ainsi concernées. En effet, 60 % des femmes enquêtées utilisent des terres prêtées par leurs époux ; les autres doivent louer auprès des propriétaires terriens, avec l'appui de leur mari dans le processus de négociation (25% d'entre elles). Dans tous les cas, la qualité des terres s'est révélée souvent inadaptée ou mal adaptée à la culture du sésame.

<sup>13</sup> www.femmesenaction.org

#### Témoignages de membres de NUNUNA sur l'accès à la terre

« ... au niveau de la Sissili, chaque famille a sa terre. Donc c'est dans ces terres là que le mari va prêter à la femme. Le mari va devant, et la femme va derrière. Parce que cette terre qu'il y a derrière, elle a déjà été utilisée par le mari. C'est ça qu'on donne à la femme. C'est pour ça qu'on dit que c'est de la terre non fertile qu'on nous donne. »  
« Avant la culture du sésame, on avait déjà ces terres derrière. Donc quand on a demandé des terres pour le sésame, ils ont continué à nous donner ces terres-là. »

#### ... pour le partage des moyens de production et de la force de travail

Les enquêtes réalisées auprès des femmes mettent en évidence que l'outil de base pour le labour, la charrue, reste la propriété de l'époux (seulement 14% des productrices sont propriétaires de charrue) ; même quand elles sont propriétaires, la gestion des équipements est sous le contrôle du mari.

De plus, l'atelier de capitalisation organisé en mars 2012 a mis en évidence que la charrue, lorsqu'elle est mise à disposition par le mari, sera utilisée après que celui-ci ait terminé le labour pour ses propres cultures, donc pas au bon moment, ce qui pénalise les rendements (semis tardifs).

Le problème est le même pour les bœufs, lorsque le mari en possède. Les femmes envisagent donc de se mettre ensemble pour acquérir leurs propres bœufs, afin d'augmenter leur niveau d'autonomie.

Les enquêtes ont également montré que la contribution des maris est importante au niveau des tâches physiques (préparation du champ, sarclage, récolte, ...), mais comme le révèle les échanges entre les femmes, le champ de sésame passe après !

Les femmes ont aussi bénéficié de l'appui de leurs enfants (quand elles en ont) mais sans réelle contrepartie dans la réalisation de tâches telles la préparation des champs et la récolte. Cependant, dans les tâches de labour / sarclage et le transport du sésame, tâches nécessitant l'utilisation de charrue ou de charrette, plus de la moitié d'entre elles sollicitent toujours l'appui d'une main d'œuvre extérieure payante.

#### Témoignage sur l'entraide familiale pour le travail aux champs

« Nos enfants sont en train de grandir. Même si toi-même tu ne peux pas garder les bœufs, il y a les garçons qui sont derrière nous maintenant. Donc si tu as des bœufs, tu peux donner à ton fils. Parce qu'il a intérêt, il sait qu'il va gagner chez toi. Donc, nous, maintenant, on se base sur nos enfants, qui vont nous aider.  
C'est mon enfant qui laboure mon champ. Cette année, quand mon enfant m'a demandé : « vous n'allez pas faire le sésame cette année ? », j'ai dit : « faut attendre ! » (...) Et c'est lui-même qui a cherché les bœufs. Il est venu labourer. Et puis on s'est entraidés pour semer. Au moment du sarclage, c'est lui qui m'a aidée ».

### **Evolution des rapports au sein de la famille : « les bagarres sont finies » au sujet de l'argent, mais pas de réel changement en termes de répartition des tâches**

A l'issue des 3 années du projet, il n'y a pas de réel changement dans la répartition des rôles attribués aux femmes et aux maris. Les femmes conservent la charge des tâches ménagères et des besoins matériels des enfants et de la famille (repas, scolarité, santé). Cependant, du fait qu'elles apportent leur contribution monétaire au foyer, elles gagnent la paix au sein du ménage.

*Dialogue sur les tensions conjugales relatives aux dépenses*

**Une productrice :** « La femme ne demande rien à l'homme maintenant pour aller au marché. La viande, pour manger, je ne demande pas à l'homme. Pour que mon enfant porte un habit de bonne qualité, je ne lui demande pas. Mais il sait que c'est un effort qui fait que ses dépenses ont diminué. Avant ce n'était pas comme ça. Si tu veux 10 francs, et il ne les a pas, c'est la bagarre ! »

**Sa collègue :** « Avant on achetait un demi kg de viande. Maintenant c'est 1 kg ! »

**La productrice :** « (...) Maintenant les bagarres sont finies. »



Les productrices de sésame présentes à un atelier de formation, photo prise le 12 mars 2010 au siège de Nununa à Léo (Burkina Faso). © Tech-Dev

### **Principaux défis actuels et pour l'avenir**

Des situations d'inégalités hommes-femmes sont encore constatées à plusieurs niveaux et freinent l'essor des productrices de karité et de sésame appuyées par le

projet. Il convient donc de poursuivre l'identification et la lutte contre ces inégalités de genre au sein de la famille, dans la sphère communautaire au sein de la fédération et dans la sphère publique au sein de la collectivité locale.

**Au niveau de la famille**, les prochains axes de progrès sont :

- une meilleure répartition des rôles au sein du ménage et la gestion concertée des revenus monétaires du foyer ;
- la sécurisation de l'accès à des terres dédiées à la culture du sésame et de qualité appropriée.

**Au niveau des Unions sésame et de la Fédération**, les défis à relever sont :

- l'acquisition et la mise en commun de moyens de production (charrue, charrette, animaux de trait, pulvérisateurs ...) ;
- l'accès à l'instruction et à l'alphabétisation de l'ensemble des femmes de la fédération et la scolarisation de leurs enfants (filles et garçons) ;
- la maîtrise par les femmes des métiers techniques de la transformation du sésame et de la commercialisation des produits transformés (huile de sésame, sésame nettoyé) ;
- l'amélioration de la gouvernance au sein des Unions et de la Fédération.

**Au niveau de la collectivité** enfin, les efforts devraient porter sur :

- l'implication des femmes productrices dans les structures de décision ;
- la reconnaissance effective et l'octroi d'un rôle décisionnel de la Fédération au sein des organismes professionnels locaux et régionaux au niveau de la filière.

## ➤ Professionnalisation des transformatrices de céréales locales (Afrique Verte) ◀

Caroline Bah, Afrique Verte

L'action menée par Afrique Verte et ses partenaires ouest-africains vise à professionnaliser les sahéliennes, transformatrices de céréales locales, afin d'améliorer leurs revenus, de diminuer leurs charges et de lutter ainsi contre leur pauvreté.

La démarche de genre prend en compte leur développement personnel et collectif. Ainsi, le projet renforce le rôle économique des femmes, tout en s'assurant que leur pouvoir dans la société augmente, mais il tend également à équilibrer au sein de la société les charges qu'elles supportent et leur donne un rôle citoyen.

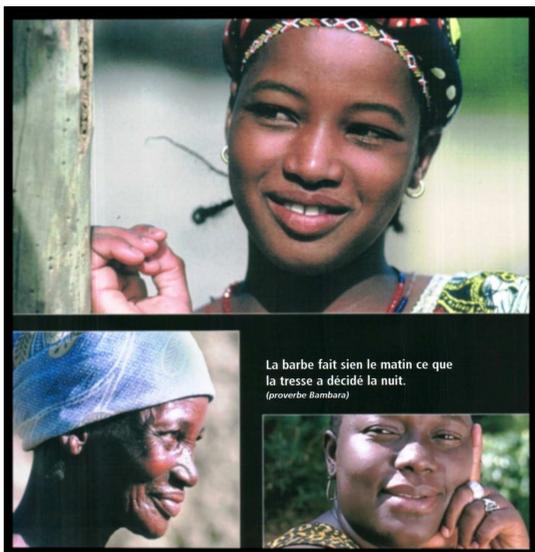
### Un contexte tourmenté

*« En ce moment, j'ai sous les yeux, nous avons tous sous les yeux des lapidations, des flagellations à Gao, Aguelhok, Asango, Tombouctou... Le corps des femmes est le champ de bataille. Le corps des femmes dresse les uns contre les autres des hommes, des femmes, des foules, des armées de part le monde.*

*En ce moment, j'ai sous les yeux, nous avons sous les yeux, les seins des Femmes. Les femmes en lutte pour la liberté font aujourd'hui de leur corps exhibé et tagué une arme.*

*Quelle puissance ! Quelle efficacité ! Les Femmes, les Pussy Riot, Momoiro Guerilla, Aliaa Magda Elmahdy, Les mariées maculées de Xi'an en Chine, La Saint-Valentin, Fête du vagin en Inde, les Amérindiennes d'Idle No More au Canada... tous les jours des femmes, des groupes de femmes, des mouvements de femmes, désignent le corps des femmes comme le topos incandescent de l'époque ».*

Roland Fichet, auteur dramatique français qui a produit de nombreuses pièces de théâtre avec des jeunes acteurs africains, début 2013.



L'un des panneaux de l'exposition pédagogique « Femmes du Sahel », proposée par Afrique Verte, conçue par Didier Berqounhoux

Pour Afrique Verte, ce projet a débuté fin 2009, dans 3 pays du Sahel, confrontés à des problèmes de sécurité alimentaire, certes, mais où les femmes sont respectées et honorées, notamment dans leurs rôles de mères et de nourricières, et ont un poids fondamental dans l'économie familiale.

Ce projet a été clos fin 2012, alors que le Mali se débattait dans une grave crise sociopolitique et le Niger dans une grave crise alimentaire. Mais, au cours de ces turpitudes, le rôle des sahéliennes est resté fondamental et central :

- Au Mali, ce sont les femmes qui se sont levées les premières, pour demander à l'Etat des nouvelles de leurs maris, pères, frères ou fils, militaires au nord du pays, participant ainsi à la chute du régime, comme en 1991.
- Au Mali, ce sont les exactions envers les femmes qui ont contribué à soulever les hommes.
- Au Niger, ce sont les femmes qui sont restées au village pour nourrir les enfants et les anciens, et pour semer les champs, alors que les hommes partaient en exode chercher quelques subsides.

Dans les capitales et principaux centres urbains du Burkina, du Mali, du Niger, 130 groupements de transformatrices de céréales locales, bénéficiaires du projet, ont développé leur activité économique et ont renforcé leur poids dans la société.

### Des acquis forts

Le projet part d'une contradiction : les sahéliens s'accordent à donner un rôle central aux femmes sahéliennes, mais ont beaucoup de mal à lui donner pouvoir et visibilité dans la société.

Les équipes ont donc travaillé pour atténuer ces contradictions tout au long du projet, en étroite collaboration avec les autres membres du consortium. L'objectif à atteindre dépassait largement les seules considérations techniques, économiques et de renforcement de la sécurité alimentaire, mais visait plus ambitieusement une modification des représentations sociales.

Ainsi l'activité technique a été importante, mais elle n'a été qu'un levier. Le projet a travaillé dans deux directions :

1. Développer les compétences professionnelles des transformatrices de céréales, pour renforcer leur pouvoir économique ;
2. Veiller au développement personnel des transformatrices, leur donner confiance en elles afin de consolider des réseaux nationaux de transformatrices de céréales s'impliquant véritablement dans les rencontres sur les politiques agricoles et plus largement prenant plus de poids dans la société sahélienne.

### Premier volet : compétences professionnelles

Dans les 3 pays, les équipes ont accompagné les groupements féminins transformant les céréales locales pour renforcer leur savoir faire technique, leur permettre de développer leur activité, consolidant ainsi leur rôle économique, au niveau familial ou sociétal.

Des formations professionnelles ont été dispensées sur les thématiques suivantes :

- Renforcement de la vie associative et gestion démocratique des unités de transformation ;
- Renforcement de la gestion et de l'organisation d'une unité de transformation: comptabilité, gestion des opérations, gestion des unités de transformation, développement de l'entrepreneuriat collectif, planification de la production, spécialisation de la production et maîtrise de la qualité ;
- Crédit : connaissance des opérateurs de crédit, rédaction d'un dossier de demande de crédit, gestion du crédit ;
- Amélioration des techniques de production et de la qualité des produits : technologies de transformation, bonnes pratiques d'hygiène de production, qualité des produits, contrôle de qualité des produits céréaliers transformés, conservation des matières premières et des produits finis,
- Au Mali, le projet a accompagné les transformatrices dans l'obtention des AMM (Autorisations de mise sur le marché). En effet, selon les nouvelles législations en vigueur, les produits agroalimentaires commercialisés doivent avoir reçu l'agrément des services nationaux de contrôle de qualité. Ainsi, le projet a soutenu les transformatrices de céréales dans la constitution des dossiers et leur présentation aux services compétents. Au final, plusieurs unités de transformation de Bamako ont reçu les AMM ;
- Organisation des approvisionnements : ateliers de mise en relation avec les producteurs et contractualisation ;
- Marketing : emballages agroalimentaires, étiquetage, présentation des produits, techniques de prospection des marchés et techniques commerciales, outils de fidélisation de la clientèle...

Des nombreuses activités ont été organisées afin de développer les ventes :

- Les transformatrices ont modifié les emballages des céréales transformées. Le choix s'est porté sur un sachet plastique translucide, adapté aux produits agroalimentaires, fabriqué au Ghana,
- Les transformatrices ont réalisé un travail important sur l'étiquetage : création de logo de l'unité de transformation, description claire et précise du produit, y compris ses qualités nutritionnelles, investissement dans des étiquettes imprimées de bonne qualité et en couleur...
- Recherche de clientèle et négociation avec les boutiquiers,
- Participation aux bourses et foires, notamment à de nombreuses foires internationales et participation à des « concours qualité ». Les

transformatrices de céréales soutenues par l'association ont remporté plusieurs prix, notamment au cours des Journées agroalimentaires de Ouagadougou (décembre 2011) au cours desquelles 13 unités du réseau Afrique Verte ont été récompensées.

Les Sahéliennes peuvent nourrir le Sahel

## Couscous de Fonio précuit

100% fonio

avec l'appui technique de

Valeur nutritive pour 100 g :			
Énergie	350 kcal	Vitamine B1	0,24 mg
Glucides	81 g	Vitamine B3	1,9 mg
Protéines	8 g	Calcium	0,2 mg
Lipides	0,7 g	Fer	0,2 mg
Fibres	0,2 g	Sodium	6 mg

conseillé aux personnes intolérantes au gluten

**Préparation : 10 min.**  
**Cuisson : 20 min.**  
**Mode de préparation pour 500 g :**  
Mouiller avec ¼ litre d'eau tiède ou chaude  
Remuer, laisser reposer 5 min.  
Faire cuire à la vapeur 15 min.  
Retirer, mouiller avec ¼ litre d'eau froide  
Ajouter 2 cuillères d'huile ou de beurre  
Remettre à la vapeur 5 min.

**Consommer avec la sauce de votre choix**

Date de fabrication :  
Date limite de consommation :

**500 g**  
Conserver dans un endroit sec et aéré

© A. F. Vert - Onif

Ainsi, les actions du projet ont permis aux transformatrices d'améliorer leur production, en qualité et en quantité. Elles ont initié des contrats avec des producteurs ruraux, leur permettant de s'approvisionner en céréales de bonne qualité, à un prix étudié et par là même elles ont développé les débouchés des agriculteurs. Elles se positionnent désormais comme des interlocutrices incontournables dans la filière. Il en découle une amélioration de leurs revenus personnels et le développement d'une petite industrie agroalimentaire nationale, ayant un impact sensible sur l'économie locale.

### Deuxième volet : développement personnel

Dans les 3 pays, les équipes ont accompagné les groupements féminins transformant les céréales locales pour renforcer leur position sociale. Tout un travail a été réalisé visant d'abord à consolider la confiance en soi. Une réflexion a été menée sur les positions dans la société, les rôles, les droits et les devoirs. Enfin, les femmes ont été conviées à exprimer leurs préoccupations au plus haut niveau, à l'échelle sous régionale.

Les 3 années de ce projet ont été riches en rencontres, ateliers, et formations sur le genre. Ainsi, petit à petit, les mentalités ont évolué, à tous les niveaux :

- **équipes projet** : les animatrices utilisent de nouveaux outils et ont acquis de nouveaux réflexes, il ne s'agit plus de transmettre un simple savoir technique, mais de bien comprendre quels sont les impacts induits de ces nouvelles méthodes, au niveau des bénéficiaires, dans leur vie quotidienne, au niveau du ménage, et plus largement sur leur positionnement dans la société ;
- **bénéficiaires du projet** : les femmes ont été questionnées et se sont questionnées. Leur vision évolue, que ce soit au niveau des relations familiales, économiques, ou sociales. Comment se faire entendre et se faire respecter ? Comment faire évoluer des schémas qui semblent pourtant profondément ancrés, jusque dans les inconscients ?
- **partenaires du projet** : les transformatrices ont consolidé leurs relations avec les producteurs céréaliers, avec les techniciens et partenaires : laboratoires, fournisseurs, banquiers, commerçants. Elles ont développé des relations avec les autorités politiques au niveau local notamment les élus communaux pour la négociation de parcelles ou de points de vente ;
- **élus locaux et décideurs nationaux** : les transformatrices ont fait entendre leur voix jusqu'au plus haut niveau de l'Etat : dans les 3 pays, les femmes ont rencontré les ministres et les chefs d'Etat, notamment à l'occasion de foires commerciales ;
- **décideurs sous régionaux**, impliqués dans la réduction des crises alimentaires :



A droite, Madame Bambara, représentante des transformatrices de céréales soutenues par Afrique Verte, à Praia : réunion du RPCA, décembre 2011

les transformatrices ont été représentées au cours de la réunion du RPCA (Réseau de Prévention des Crises Alimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest) de décembre 2011 à Praia. Le RPCA regroupe les décideurs de la sous région (CEDEAO, UEMOA, responsables nationaux), les partenaires au développement de l'OCDE, et APROSSA Afrique Verte Burkina qui a participé à cette rencontre de haut niveau.

Intervention de Madame Marthe Bambara, représentante des transformatrices du réseau Afrique Verte, présidente du Réseau des transformatrices de céréales (RTCF), en décembre 2011 à Praia (Cap Vert).

**« Excellence Monsieur le Ministre,  
Monsieur le Secrétaire Exécutif du CILSS,  
Mesdames et Messieurs,  
Chers participantes et participants,**

*C'est un réel plaisir pour moi de prendre la parole au nom des transformatrices accompagnées par Afrique Verte, AcSSA Niger, AGUISSA Guinée, AMASSA Mali et APROSSA Burkina.*

*Les appuis-conseils et formations dispensés nous permettent de nous structurer progressivement : constitution d'une Union Nationale au Mali et du Réseau National des Transformatrices de Céréales du Burkina (RTCF).*

*Dans ces 4 pays africains, Afrique Verte accompagne plus de 6.000 transformatrices qui mènent leurs activités dans des petites unités artisanales de transformation agroalimentaire (UT) regroupant 15 à 20 femmes.*

*A ce jour, l'impact de leur soutien, grâce aux actions conduites, se résume globalement comme suit :*

- auto-emploi de 6.000 transformatrices dans 4 pays africains,
- entre 10 à 20% d'augmentation du revenu des transformatrice chaque année,
- amélioration du niveau de vie de 60.000 personnes membres des familles des transformatrices, souvent chefs de ménage.
- accroissement des revenus et débouchés des producteurs agricoles grâce à l'achat de 15.000 tonnes de matières premières en 2010,
- Approvisionnement accru des villes et amélioration de la consommation des produits locaux de 5% en 2010, ce qui est synonyme d'économie de devises pour nos Etats.

**Mesdames et Messieurs,**

*Il n'y aurait rien à redire si, à côté de ces avancées majeures, des contraintes ne persistaient pas, venant chaque jour entraver nos efforts.*

*Dans les discours politiques et analyses économiques, la transformation agroalimentaire est unanimement reconnue comme outil par excellence de reconquête de nos marchés intérieurs de plus en plus gagnés par les importations alimentaires. Cependant, nous constatons que ces discours politiques ne sont pas toujours suivis d'actions concrètes.*

*Nous déplorons particulièrement que l'agriculture vivrière familiale, motrice de la croissance économique, pourvoyeuse de richesses, d'emplois et de revenus pour 80% des sahéliens, ne soit pas suffisamment prise en compte dans les politiques agricoles, ni au niveau national, ni au niveau sous régional.*

*Pour ces raisons, nous, transformatrices de céréales du Burkina, de Guinée, du Mali et du Niger, invitons les décideurs politiques nationaux et sous régionaux à prendre des*

*mesures incitatives de soutien aux petites unités de transformation agroalimentaire. Cela leur permettra de mieux produire pour nourrir les villes dans le cadre de la sécurité et de la souveraineté alimentaires durables au Sahel.*

*En particulier, nous demandons que les Etats sahéliens :*

- *affichent leur volonté de promouvoir la consommation des produits agricoles locaux,*
- *incitent les structures locales de financement à faciliter l'accès aux crédits des transformatrices afin qu'elles puissent investir et accroître leurs capacités de production,*
- *prennent des mesures pour appliquer les dispositions réglementaires, de l'UEMOA et de la CEDEAO, concernant la libre circulation des biens, en particulier agricoles,*
- *défiscent certains équipements de transformation (moulins, décortiqueurs, séchoirs...) et fournitures comme les emballages alimentaires afin d'améliorer la production agroalimentaire,*
- *révisent les tarifs des laboratoires nationaux d'analyse, pour faciliter leur accès aux transformatrices afin de garantir la sécurité des consommateurs,*

**Mesdames et Messieurs,**

*Nous, transformatrices, vous remercions pour tous vos efforts en faveur de la sécurité et la souveraineté alimentaires durables au Sahel. Nous vous demandons de relayer notre message auprès des décideurs nationaux et sous régionaux afin que nos préoccupations soient rapidement prises en compte.*

***Les Sahéliennes peuvent nourrir le Sahel !  
Merci pour votre attention ! »***

Ce discours illustre à lui seul l'évolution des transformatrices au cours du projet et l'évolution des décideurs qui les accueillent au sein de leurs instances. L'émotion de Madame Bambara lors de son intervention était palpable et elle a fortement impressionné l'auditoire. Les décideurs présents ont pris la peine de lui répondre en plénière et de discuter avec elle en fin de séance ; des recommandations fortes ont été inscrites dans les conclusions de cette réunion.

Les problématiques soulevées par les transformatrices intéressent de plus en plus les décideurs et il est loin le temps où un ministre sahélien osait dire à la tribune « *Nous ne savions pas que nos femmes étaient capables de faire ça...* », petite phrase entendue au cours de la réunion du RPCA de décembre 2008, à Dakar.

Trois années séparent ces événements, preuve que les mentalités peuvent évoluer parfois plus vite que l'on ne le pense.

## **Des perspectives d'avenir**

Le programme conduit au Sahel, grâce au financement du FSP, ouvre de nouvelles perspectives. L'année 2013 au Sahel s'annonce moins difficile que 2012 : les récoltes de céréales ont été bonnes, et les perspectives en termes de sécurité alimentaire sont favorables. La situation au Mali évolue favorablement.

Ainsi, les transformatrices de céréales soutenues au cours de l'action pourront poursuivre et développer leurs activités et leurs réflexions, mieux outillées pour faire respecter leurs droits et faire entendre leur voix.

## Le débitage de la viande de porc par les femmes : un tabou qui tombe au Togo (AVSF)

Adom Aliti, Roesch Katia, Mackiewicz Myriam (AVSF)



Éleveuses bénéficiaires de porcs sélectionnés © 2011, AVSF

### Contexte

La région de la Kara, seconde région la plus pauvre du Togo, regroupe 770 000<sup>14</sup> habitants dont 51% de femmes. Cette zone fait partie des foyers d'émigration, vers les régions du Sud du Togo ou dans les pays voisins. L'économie est essentiellement axée sur le secteur agricole, au sein duquel le petit élevage occupe une place importante. Parmi la population en situation de pauvreté, ce sont les femmes rurales qui sont les plus marginalisées. Sur le plan socioculturel, elles n'ont pas le droit à la parole, sont en situation de soumission, subissent les violences de leurs conjoints et méconnaissent leurs droits économiques et sociaux. De plus, les femmes n'ont généralement pas accès aux moyens de production tels que le foncier et le crédit et seulement 35 % d'entre elles sont alphabétisées, contre 70 % des hommes. Enfin, bien que représentant une force productive importante, elles sont minoritaires dans les groupements agricoles.

<sup>14</sup> Soit 12 % de la population du Togo

Généralement en milieu Kabyle, la conduite de l'élevage des cochons est pratiquée par les femmes et particulièrement les femmes rurales. Ce sont elles qui gèrent les premières étapes de l'élevage (alimentation et soins aux animaux, nettoyage des porcheries) mais ce sont leurs maris qui contrôlent la commercialisation et les revenus correspondants, n'en restituant qu'une faible partie à leurs épouses.

D'après le rapport sur l'étude menée dans le cadre de ce projet sur le circuit de commercialisation de la viande du porc au Togo, « Une femme mariée qui se respecte et qui veut bien être vue dans la société ne peut pas s'exposer à travers la vente de la viande débitée de porcs cuite ou fraîche au marché de façon courante ».

Les hommes font l'interface entre le charcutier/débitteur de viande, métier traditionnellement réservé aux hommes, ce qui oblige les femmes à vendre les cochons vivants, et les prive de la valeur ajoutée sur le produit transformé.

« Je ne bénéficie de rien en nourrissant pendant plusieurs mois ou années les bêtes. Mon mari vend mes bêtes au marché et récupère tout l'argent, ne me donne même pas 5 FCFA [moins d'un euro] »

Pyalo, une éleveuse actrice du projet.

C'est dans ce contexte qu'AVSF a proposé ce projet afin de renforcer le rôle des femmes dans la filière porcine, en partenariat avec l'Institut de Conseil et d'Assistance Technique du Togo (ICAT<sup>15</sup>).

### Un premier pas vers la prise de conscience des inégalités hommes-femmes

A travers des sessions de formation destinées aux techniciens du projet, aux femmes éleveuses de porcs et leurs maris, les participant-e-s ont tout d'abord été amenés à prendre conscience des inégalités hommes-femmes. Ces inégalités ont de forts impacts pour les femmes dans leur environnement familial et socio-économique.

Des enquêtes réalisées au début du projet ont révélé que les femmes consacrent en moyenne 8 à 12 heures aux tâches domestiques telles que l'éducation et les soins aux enfants et aux malades, la collecte de l'eau et du bois, la préparation des repas, le ménage et la lessive. Ces tâches, dites « reproductives », viennent s'ajouter aux travaux agricoles, mais ne sont pas perçues comme un véritable travail en milieu rural.

Les formations ont permis d'accompagner hommes et femmes dans la résolution des conflits, pour trouver de façon conjointe des solutions aux inégalités et aux

<sup>15</sup> Institution publique de conseil agricole

contraintes socioculturelles persistantes dans leur vie quotidienne. Elles étaient suivies de séances de restitution afin de diffuser les apprentissages et développer la prise de conscience des inégalités hommes-femmes dans les villages.

*« Depuis la formation, mon mari ne peut plus rien faire sans demander mon avis et vice et versa. Dans tous les domaines, les décisions sont prises de manière consensuelle. De l'éducation des enfants, à la gestion de nos revenus en passant par la nourriture, l'entretien et l'alimentation des animaux, plus rien ne m'échappe ». - Une éleveuse accompagnée par le projet*

Ces formations ont ainsi permis d'amener progressivement et collectivement le thème du droit des femmes dans les activités économiques, et plus particulièrement leur rôle dans la filière porcine.

### **Faire tomber les barrières : plaider pour la reconnaissance du rôle économique fondamental joué par les femmes, et leur droit à investir les métiers d'abattage et de découpe de la viande de porc**

Les femmes ont estimé qu'elles ne pourraient pas impulser le changement toutes seules et le projet les a accompagné dans cette démarche. Plusieurs séances d'échanges entre les chefs traditionnels des cantons et les femmes éleveuses appuyées par les technicien-es de l'ICAT ont été menées. De plus, les femmes investies dans le projet ont organisé un atelier de plaidoyer impliquant les différents acteurs de la filière porcine : les femmes éleveuses, les hommes charcutiers, les autorités administratives et traditionnelles de la préfecture et du pays dont les femmes cheffes de cantons, et enfin les ONG de promotion et de protection des droits des femmes.

C'est ainsi que les femmes ont obtenu l'aval des autorités traditionnelles et le soutien de certains bouchers, conjoints des femmes éleveuses, pour leur permettre de se former aux métiers d'abattage et découpe de la viande de porcs.

*« À mon avis, les femmes sont victimes de la tricherie des hommes ; elles élèvent les cochons, mais il y a un tabou qui empêche les femmes de tuer le cochon et de vendre sa chair. Quand les hommes viennent nous acheter les porcs vivants, ils cherchent toujours à sous-évaluer le prix réel du cochon. Les hommes ne veulent pas que les femmes s'affranchissent de leur joug, c'est très mal vu une femme qui réussit dans les affaires ici. Aujourd'hui, les mentalités ont évolué, et nous avons aussi les mêmes droits, les mêmes pouvoirs que les hommes. Nous pouvons aussi être charcutières... »*  
Une femme éleveuse.

### **Renforcer les capacités des femmes à assurer ce nouveau métier : l'amélioration de la rentabilité grâce à de meilleures techniques d'élevage**

Les formations techniques dispensées par l'ICAT ont permis aux éleveuses de porcs d'améliorer leurs techniques d'élevage en matière d'alimentation, de soins et de gestion de la reproduction. De plus, le suivi zootechnique et sanitaire réalisé par le projet, a permis une réduction du taux de mortalité<sup>16</sup> et un triplement de l'effectif des porcs élevés par les 92 femmes bénéficiaires, qui est passé de 300 à 1100 en deux ans.

Cantons	Nombre de groupements de femmes	Nombre des femmes membres des groupements	Nombre total de porcheries aménagées
Landa	3	45	20
Lassa	6	96	43
Soumdina	3	60	29
Total	12	201	92

Les revenus des femmes se trouvent ainsi améliorés grâce à l'élevage. Ces revenus proviennent de l'augmentation du poids des porcs vendus, et de l'augmentation du nombre de porcs vendus par éleveuse (grâce à l'augmentation des effectifs).

L'alphabétisation fonctionnelle et les formations en gestion ont permis aux femmes d'acquérir des notions de base en comptabilité. Elles arrivent maintenant à évaluer les dépenses faites (alimentation, soins, entretien des porcheries...) et élaborer leur compte d'exploitation. Elles ont ainsi une idée du coût de revient (même approximatif) de chaque animal et arrivent à fixer un prix de vente pouvant leur permettre de dégager un bénéfice.

<sup>16</sup> Qui est passée de 16% à 10% au terme des 3 ans de mise en œuvre du projet



Formation d'un groupe d'éleveuses de porcs © 2011, AVSF

*« J'ai perdu mon mari le 6 mars 2011. Je suis restée veuve, avec des enfants à charge, il y a de la souffrance et de la misère, mais grâce au projet FSP j'arrive à m'en sortir avec l'élevage des cochons....Depuis la mort de mon mari, je me considère à la fois homme et femme, je mène d'un côté un combat de femme et de l'autre un combat d'homme... Après la mort de mon mari, sa famille m'a demandée de me remarier pour élever mes enfants, mais je me suis opposée à cette idée. Parce que je comptais sur l'élevage de mes cochons, et que cette activité me permet de subvenir aux besoins de mes enfants. Aujourd'hui, je peux vendre les porcs et gagner jusqu'à 200 000 CFA [300 €]. L'autre fois mon enfant était hospitalisé, je me suis chargée des soins grâce aux revenus de l'élevage de porcs »*

Farouda, éleveuse.

L'élevage de porcs a donc permis aux femmes d'avoir une meilleure autonomie financière par rapport à leurs maris, d'accéder aux ressources et d'arriver à les gérer ; ceci leur a permis de prendre en charge les besoins vitaux de leurs familles.

Parallèlement aux formations sur les techniques d'élevage, les femmes ont bénéficié d'appuis sur la vie coopérative, la bonne gouvernance, la tenue et gestion des documents administratifs et financiers et le montage des dossiers de demande de crédits. Les groupements de femmes mettent alors progressivement en place des

services à leurs membres tels que l'accès aux intrants agricoles, l'accès au crédit via des tontines améliorées et des institutions de micro-finance. Néanmoins, ces groupements restent relativement faibles et ont encore besoin d'un appui pour améliorer leur gouvernance et leur gestion.



Femmes membres d'un groupe d'éleveuses de porcs © 2011, AVSF

### L'approche genre développée dans le projet

L'approche genre utilisée a été progressive et a cherché des « alliés » auprès des hommes et des autorités : il s'agissait d'éviter que l'augmentation des revenus des femmes génère l'effet contreproductif d'un désengagement financier des conjoints, qui ne prendraient plus en charge les dépenses de la famille.

Ainsi, les autorités traditionnelles ont été impliquées dans la démarche, leur engagement étant gage de durabilité des changements sociaux. De plus, l'approche a été résolument mixte, en sensibilisant les hommes, conjoints des éleveuses, aux inégalités hommes-femmes et en les associant à la recherche de solutions. Cette approche a permis d'identifier les discriminations dont souffrent les femmes et de susciter certains changements sociaux, au sein de la famille et de la communauté.

Enfin, l'approche genre a été complémentaire d'une approche technique et économique, qui visait à améliorer les capacités productives des éleveuses et augmenter les revenus tirés de l'élevage porcin. Sans cette approche, les freins qui cantonnaient les femmes aux activités d'alimentation et de soin aux animaux et les privaient de l'accès à la commercialisation ou à d'autres maillons de la filière n'auraient pu être identifiés et levés.

Finalement, la reconnaissance du rôle économique fondamental joué par les femmes, ainsi que leur droit à occuper des places dans une filière, celle de la valorisation de la viande porcine, apanage des hommes, de dégager et de bénéficier de la valeur ajoutée à travers le métier de charcutière, est une avancée majeure et représente également un défi pour les femmes. Les acteurs du projet doivent maintenant œuvrer pour entériner ce changement.

Le partage de ressources et responsabilités entre femmes et hommes au sein de la société africaine et de nos sociétés s'inscrit sur le long terme et il faudra plusieurs générations pour que le rôle des femmes dans les filières économiques soit affirmé, reconnu et pérenne.

## Organisation et stratégies des groupements ruraux et des unions de femmes dans la filière karité au Burkina Faso (GRET)

*NFON DIBIE Azara, coordinatrice du programme Beurre de Karité du Gret Burkina ;  
FRANCOIS Martine, responsable de programme Gret France  
DANTHONNY Anne, stagiaire Enda Europe.*

### Le marché domestique des amandes et du beurre de karité

L'arbre à karité est présent dans la bande sahélo-saharienne de l'Afrique, qui s'étend de la Gambie dans sa partie occidentale à l'Ouganda dans sa partie orientale. Le Burkina est le troisième producteur (11% de la production mondiale) derrière le Nigéria (1<sup>er</sup>) et le Mali (2<sup>ème</sup>). Le beurre extrait des amandes du karité est utilisé en milieu rural comme matière grasse en cuisine, dans la pharmacopée traditionnelle et les soins du corps. Dans les zones urbaines, il est utilisé par 25% des ménages comme huile de cuisine. Ses propriétés d'hydratation (vitamines D, E), de maintien de l'élasticité (latex) de cicatrisation de la peau (vitamine A) en font un produit recherché dans les soins esthétiques corporels et capillaires.

Collectées chaque jour, en petite quantité par les femmes rurales en période de soudure<sup>17</sup>, les noix de karité sont stockées pour être progressivement transformées en beurre ou vendues à l'état dans les marchés ruraux. La plupart du temps, les ventes sont fonction des besoins familiaux. Les premières transactions sur le karité se font donc davantage en fonction des besoins de sécurité alimentaire que des dynamiques de marché<sup>18</sup>.

La collecte des noix concerne 45,4% des ménages agricoles<sup>19</sup> soit au moins 1, 5 millions de femmes adultes<sup>20</sup>. Ces femmes travaillent individuellement, ce qui réduit fortement leur position dans la filière, et leur pouvoir de négociation d'un prix rémunérateur. Les amandes sont vendues sur le marché villageois à des collecteurs individuels (petits commerçants villageois), des groupements féminins ou associations de femmes, et des intermédiaires des firmes qui sillonnent les marchés ruraux pour constituer les stocks d'amandes, afin d'approvisionner le marché national, international et ouest africain. Au total, 50% de la production d'amandes est consommée localement et l'autre moitié est exportée.

<sup>17</sup> Période difficile entre juin et octobre où les agriculteurs ont épuisé leurs stocks de céréales, et attendent les nouvelles récoltes

<sup>18</sup> Etude de la filière Karité, Jean Marc Sika et Rinus Van Klinken, 2006, Document SNV

<sup>19</sup> Direction Générale de la Promotion de l'Economie rurale (DGPER) - Rapport provisoire RGA 2006

<sup>20</sup> Calcul fait sur la base d'une moyenne de 2 femmes par ménage en milieu rural

## Le marché d'exportation des amandes et du beurre de karité

L'exportation concerne principalement, en volumes et en valeur les amandes, qui sont utilisées pour l'extraction de la matière grasse destinées aux industries alimentaires (chocolaterie). Les trois principaux acheteurs que sont AARHUS au Danemark, KARLSHAMNS en Suède, LODERS CROKLAAN en Hollande achètent à eux seuls 90% des volumes d'amandes<sup>21</sup> exportées.

Le marché d'exportation du beurre est significativement plus faible que celui des amandes. Il concerne les entreprises de cosmétique localisées en Europe (France, Suisse) et en Amérique (Etats Unis, Canada). Beaucoup d'acteurs de la coopération internationale sont intervenus dans la filière pour améliorer l'accès des femmes aux marchés internationaux de niches (commerce équitable, bio) qui ont l'avantage de proposer des prix intéressants.

Cela permet à un certain nombre de femmes rurales de générer un revenu monétaire, d'augmenter la production, ce qui les oblige à améliorer la qualité de leurs produits. Mais les quantités achetées par ces petites entreprises de cosmétique, restent très faibles par rapport à la capacité de production des organisations féminines.

Cette étroitesse du marché international occasionne une grande concurrence entre organisations sur un marché estimé à 500 - 1000 tonnes par an pour le Burkina, alors que la capacité de chaque union de groupements est de plusieurs centaines de tonnes.

En résumé, on distingue 3 chaînes principales de commercialisation dans la filière :

1. Une chaîne dominée par les organisations féminines réparties entre les zones de production (rurale) et les zones de consommation (urbaine et rurale)
2. Une chaîne dominée par les professionnels de transformation, que sont les sociétés alimentaires et cosmétiques
3. Une chaîne dominée par les exportateurs d'amandes.

Au regard de ce schéma, on distingue 4 catégories d'acteurs sur le marché local :

1. **Les femmes rurales**: elles sont collectrices des noix qu'elles traitent par un processus d'ébouillantage, de décorticage, de séchage et de stockage des amandes obtenues. Elles produisent le beurre manuellement (travail pénible) pour la consommation familiale et le marché rural.
2. **Les groupements féminins de base dans les villages, les associations ou unions d'associations dans les zones urbaines**. L'Etat Burkinabé, en créant en 1989 le Projet National Karité, a stimulé le regroupement des femmes dans

<sup>21</sup> Etat des lieux de la filière, SICAREX, Mars 2012

près de 1400 organisations féminines<sup>22</sup>. On les retrouve dans la production artisanale et semi-artisanale du beurre et des cosmétiques, pour les revendre directement aux consommateurs locaux ou à des sociétés de cosmétiques en Occident.

3. **Les commerçants et les intermédiaires**: ce sont d'une part les commerçants qui sillonnent les marchés pour constituer des stocks qu'ils revendront aux industriels locaux de la transformation et d'autre part les intermédiaires des firmes qui disposent de plus gros moyens financiers et qui vont jusque dans les villages pour acheter directement aux femmes la matière première à exporter vers la sous région (Ghana, Cote d'Ivoire) et l'international (Europe).
4. **Les industries locales de transformation**: produisent semi industriellement le beurre brut et des cosmétiques dérivés pour le marché national et sous régional.

En termes numériques, les femmes sont les plus nombreuses et constituent de ce fait la base sociale de la filière karité. En termes économiques cependant, ce sont elles qui gagnent le moins dans la transformation et la commercialisation des amandes et du beurre sur le marché local.

## Le développement de la filière par les femmes appuyées par le GRET

Une étude plus fine des rapports commerciaux dans la chaîne tenue par les organisations féminines révèle un écart important entre les revenus générés par les unions pour un nombre réduit de personnes occupées à la transformation (moins d'une dizaine par union), et ceux des groupements ruraux (exemples de Gnogwarbin ou Tanghin Dassouri) qui collectent les amandes, base des produits cosmétiques des unions.

Cette distorsion est une faiblesse car les femmes rurales sont à l'affût de diverses opportunités et peuvent rompre aussi leurs accords. Elles ont intérêt à produire du beurre si elles peuvent l'écouler par leurs propres moyens ou vendre les amandes aux commerçants locaux à meilleur prix. Ces situations se sont présentées récemment, lorsque les acheteurs internationaux d'amandes ont brusquement augmenté leurs prix, mettant les groupements de femmes en difficulté pour acheter leur propre matière première à un prix abordable.

En termes de genre, des intérêts contradictoires s'instaurent, entre des filières formelles majoritairement masculines, et des filières traditionnelles majoritairement féminines qui en perdent le contrôle. Bien que l'image la plus diffusée soit celle d'une filière aux mains de femmes paysannes à la base, on y trouve aussi des commerçants

<sup>22</sup> Etat des lieux de la filière karité, SICAREX Mars 2012

—très majoritairement des hommes— qui font l’intermédiation entre les grandes sociétés occidentales et les femmes paysannes. Ils achètent les amandes aux femmes à des prix fixés unilatéralement que les femmes n’ont d’autre choix que d’accepter, pour acheter des vivres à cette période de soudure où les greniers sont vides.

Les sociétés qui ont été créées avec des moyens financiers, matériels et logistiques importants, se sont fait une place remarquable sur le marché international (SAREPTA, VELEGDA) et local (KARILOR, SPH, FASO COSMETIQUES) et ont créé essentiellement des emplois masculins au détriment des femmes confinées dans les maillons primaires de collecte et de production artisanale.

Pour permettre aux femmes de conquérir une meilleure place dans la filière, sur un marché moins aléatoire et en expansion, le GRET a choisi de travailler à un double niveau :

- Permettre aux unions/associations urbaines de diversifier leurs débouchés, en visant le marché urbain national et ouest africain ;
- Permettre aux femmes à la base d’élargir le champ de leurs activités autonomes, sans faire concurrence à leurs unions, en produisant pour le marché local rural qu’elles peuvent apprendre à connaître et explorer, à travers le savon de lessive, un produit dérivé du beurre de karité, répondant aux besoins et au pouvoir d’achat des consommatrices rurales.

### **Le premier niveau d’intervention : de nouveaux débouchés pour les unions/associations de productrices**

Le GRET appuie 5 Unions de production et de transformation de beurre de karité au niveau urbain (UPROKA, RAGUSSI, RIM TEREBO SOM, BUAYABA et WEND MANEGDA) en vue d’un meilleur accès aux marchés national et sous-régional. Il a développé sur 2 années une stratégie de promotion, de commercialisation, d’exploration du marché local, dont le potentiel est évalué à 10 000 tonnes pour la ville de Ouagadougou (selon une étude de marché réalisée en 2007).

Mais pour atteindre ce marché, les Unions urbaines doivent acquérir des compétences commerciales qui leur font défaut car lorsqu’elles produisent pour l’exportation, elles attendent d’avoir la « commande » pour produire. Or pour conquérir un marché local il faut prospecter, produire en avance, livrer et suivre les clients, ce qui nécessite un savoir faire que le projet les aide à acquérir.

Des actions de prospection et de promotion ont été réalisées en 2010 et en 2011. Elles ont permis l’extension du réseau de distribution des produits des unions (UPROKA, RAGUSSI, RIM TEREBO SOM et BUAYABA) à plus de 64 nouveaux points de vente dans la capitale burkinabé. Le marché sous régional a été prospecté par les unions lors de Foires internationales (FIARA au Sénégal, FARA au Burkina). Les

femmes ont démontré leur capacité à profiter de ces opportunités en écoulant des quantités significatives (5 tonnes de produits) lors de leur première participation à la FIARA au Sénégal.



*Beurre de karité alimentaire commercialisé par l’Union UPROKA © Gret, 2010*

La promotion doit s’appuyer aussi sur l’amélioration de la qualité et d’une présentation adaptée aux demandes des consommateurs urbains africains, qu’il s’agisse du beurre alimentaire (nouveaux grammages de conditionnements, changement des emballages et étiquetages) ou des cosmétiques.

### **Le second niveau d’intervention : organiser les femmes rurales collectrices autour d’une nouvelle activité productrice**

Le GRET a demandé aux Unions de choisir parmi leurs membres, 5 groupements ruraux fournisseurs d’amandes ou de beurre de karité, afin de les aider à développer des activités productives complémentaires à base de karité. Certains de ces groupements commercialisaient des savons de lessive artisanaux. Ils ont reçu une formation sur la technique de saponification à partir du beurre de karité et d’huile de coco, un investissement dans du matériel de production du savon et une formation sur les bases de la gestion comptable et commerciale.

Puis le GRET a appuyé la promotion commerciale du savon produit par les femmes collectrices, à travers l’organisation de 4 manifestations commerciales (kermesses villageoises). Les femmes ont montré à leur communauté ce qu’elles produisent, et ont suscité l’intérêt des commerçants qui s’approvisionnent dans les grandes villes en savon importé. Élargir ce marché local rural, le diversifier, fait donc partie de la stratégie de construction d’une filière aux mains des femmes.

### **Comment maintenir une partie de la filière aux mains des femmes ?**

Ce projet affronte à la fois les défis liés à la lutte contre la pauvreté, et les obstacles classiques à la création d’activités économiques (problèmes de disponibilité de certains intrants, variations des prix du marché international, manque de formation initiale des actrices, refus des consommateurs de consommer un produit traditionnel) mais aussi les questions de genre, c’est-à-dire les inégalités femmes/hommes.

## L'approche genre pour comprendre les obstacles au développement de la filière par les femmes

Inscrit dans un consortium d'ONG, le projet du Gret a pu introduire une perspective de genre grâce à des formations destinées aux professionnels dirigeant les projets de terrain (3 ateliers internationaux au Burkina et au Sénégal, une formation au siège de l'OIT à Turin, une participation à un atelier du forum social à Dakar, 2 ateliers nationaux et des échanges multiples...), qui ont permis de renforcer le diagnostic et la stratégie genre au niveau rural et urbain. Une experte genre burkinabé accompagne désormais l'action. Les dirigeantes des unions et groupements ont été associées à ces ateliers.

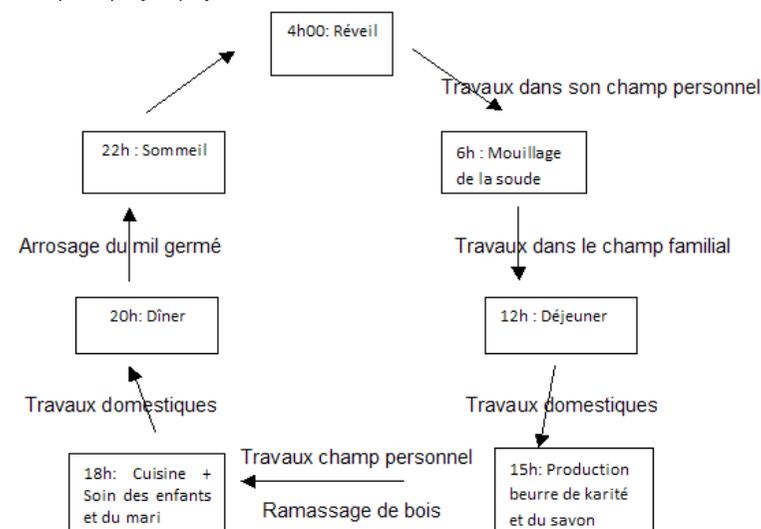
Ces analyses ont fait ressortir les questions auxquelles sont confrontées les femmes rurales ci après.

### Les contraintes de temps pour mener d'autres activités génératrices de revenus

L'utilisation de l'outil du « budget-temps » lors d'ateliers participatifs avec les femmes rurales a montré de fortes contraintes de temps, en tant que femmes d'agriculteurs ou agricultrices elles mêmes, en contradiction avec leurs déclarations initiales de disponibilité. Cette déclaration doit être comprise comme un besoin ou un désir d'amélioration de leurs revenus monétaires, et non une possibilité immédiate. Les femmes en ont conclu qu'elles doivent modifier la répartition des tâches hommes/femmes pour développer de nouvelles activités pérennes, afin de fidéliser leur clientèle et donc proposent de faire une « sensibilisation » auprès des hommes pour qu'ils renforcent eux-mêmes beaucoup plus leur présence dans les champs et libèrent un peu les femmes, afin qu'elles puissent produire et vendre le savon, non seulement en saison sèche mais également en hivernage.

Le schéma ci-dessous montre comment s'imbriquent leurs activités génératrices de revenus, domestiques et productives non monétaires : la production de mil germé, la nouvelle production de savon et la contribution à l'agriculture familiale vivrière ou de rente.

Schéma : budget temps d'une femme en milieu rural en saison hivernale, tel que réalisé dans un atelier participatif du projet



Malgré son emploi du temps très chargé en hivernage, la femme fournit un grand effort pour maintenir une participation de quelques heures journalières aux activités du groupement de production du savon, souvent en abandonnant certains travaux agricoles, notamment dans son champ personnel. Mais cela exige une modification des équilibres familiaux et elle se voit souvent obligée de réduire la fréquence de la production du savon.

Ceci est à l'origine de l'idée de rotation au sein du groupement de femmes. Ainsi la production collective permet-elle l'émergence de nouvelles activités. Pour modifier les rapports de genre, les femmes investissent dans cette activité, pour peu qu'un projet leur ouvre une possibilité d'analyse et de discussion autour des stratégies et perspectives.

### L'accès aux ressources de production

Dans certaines localités, l'accès à la collecte des amandes de karité est difficile car traditionnellement, la femme n'est pas propriétaire de la terre. Son mari, oncle ou frère lui prête la terre pour la cultiver. Aussi tout ce qui se trouve sur ce champ ne lui appartient pas (arbres, bois, amandes) mais relève de la propriété de ceux qui détiennent ces terres et donc de leur accord pour collecter les amandes. Pour produire le beurre de karité, les femmes rurales travaillent manuellement, ce qui est lent et pénible. Elles n'ont pas accès à un matériel de production mécanisé, contrairement aux Unions urbaines. Elles ne disposent pas souvent de moyens de

déplacement (vélos, charrettes) et doivent effectuer parfois de longues distances (5 à 10 km) pour rejoindre un moulin.

### **L'utilisation du matériel de production**

L'utilisation du premier matériel de fabrication du savon était rendue difficile par la force physique qu'elle nécessitait. Par exemple, la table de coupe était trop haute pour leur permettre de découper harmonieusement le bloc de savon. Quand elles arrivaient à le faire, il fallait les placer dans une presse à savon, dont la pédale était difficile à actionner. Au bout de la chaîne, les femmes obtenaient des savons aux formes aléatoires et sans marques, que les commerçants refusaient d'acheter, pour défaut d'esthétique. Malgré les réparations faites, les machines ne donnaient pas satisfaction.

Le programme a dû recourir à des nouveaux matériels plus simples d'utilisation. Le fait que l'utilisation de certaines machines requiert une force physique masculine, est un frein à la maîtrise par les femmes de certaines tâches mécaniques, et un obstacle au développement de leurs activités dans la filière.

### **Pour surmonter les obstacles : des formations et un accompagnement genre**

L'accompagnement par une experte genre a permis de délier la parole des femmes rurales qui ont ainsi osé poser plus clairement les problèmes qu'elles rencontraient. Ce travail de développement personnel est indispensable pour que les difficultés soient mises sur la table. Les femmes ne sont pas habituées à critiquer ouvertement une entité qui les finance ou les accompagne. Cela peut certes arriver aussi dans d'autres projets avec des hommes, mais avec des femmes rurales, le tabou de la prise de parole publique et surtout de la critique est beaucoup plus fort.

Les femmes ont bénéficié de formations sur l'organisation et la structuration des groupements qui ont influencé positivement leur conception du groupement et mobilisé leur volonté de sortir de la pauvreté par elles mêmes. Leur leadership s'affirme progressivement lorsque pendant les campagnes de promotion du savon (*dassandaga*, les kermesses villageoises) elles s'expriment en public dans un milieu où elles n'ont pas facilement droit à la parole. Leurs compétences d'organisation et de commercialisation se développent avec l'organisation pratique de ces manifestations, la prise de parole aux cotés des animateurs pour sensibiliser la population et vanter les mérites de leur savon.

La concertation avec les hommes de la communauté fait partie du processus de négociation que mène le GRET pour l'autonomisation des femmes rurales à travers l'activité karité. Par exemple dans le village de Gnogwarbin l'échange entre les femmes du groupement et des membres du Conseil Villageois de Développement

(CVD), des conseillers municipaux représentant le village à la commune rurale a porté sur des préoccupations des femmes dans la promotion de leur activité, notamment la recherche de débouchés pour le savon qu'elles produisent.

Ces échanges ont permis aux hommes de promulguer des conseils aux femmes en matière de production et de commercialisation des produits et aussi de porter le message des femmes jusqu'au niveau communal auprès du Maire.

La position politique de certaines femmes productrices de savon (dont une conseillère municipale à Gnogwarbin) a facilité l'organisation de la rencontre avec la maire de la commune et la transmission des messages. Cette rencontre a permis aux deux déléguées du groupement de Gnogwarbin de présenter à la première responsable de la commune leur activité, ainsi que les difficultés d'accès au marché. Elles ont formulé le souhait d'obtenir le soutien de la commune dans le plaidoyer mené en faveur de l'activité des femmes. La maire a signifié son accord avec le programme ainsi que sa volonté de soutenir ce groupement. Ceci a encouragé les représentantes du groupement et elles ont pris l'initiative de commercialiser le savon lors des conseils municipaux.

### **Lutter pour l'autonomie des femmes rurales en commençant par lutter contre la pauvreté**

Il est perceptible dans ce projet que les femmes s'autonomisent autant en s'organisant, en renforçant leur capacité à discuter, négocier, se former, travailler ensemble, qu'en gagnant de l'argent. Mais il est certain aussi qu'elles ne pourront gagner de l'argent qu'en investissant dans leur organisation.

De façon générale, l'intervention du Gret s'inscrit dans un processus de renforcement des capacités et d'autonomisation des femmes en se basant sur la participation des actrices directes du programme (femmes des groupements ruraux et Unions urbaines) et d'autres acteurs (communautés, époux, etc.). L'accent est mis sur la formation des femmes et sur la concertation, les échanges sur les expériences, pratiques et comportements existants pour faciliter le processus de changement en faveur d'une plus grande équité dans les relations femmes/hommes. Cela permettra à long terme aux actrices de développer de nouveaux dispositifs applicables à l'ensemble de leurs projets.

Outre la satisfaction liée au fait d'avoir identifié une nouvelle source de revenu et de participer à une expérience de petite industrie, les femmes ont reconnu d'autres acquis sociaux, parmi lesquels :

- une nouvelle dynamique de cohésion et de solidarité dans le groupement autour de l'activité ;
- un éveil et une responsabilisation pour lutter contre la pauvreté par elles mêmes ;
- un esprit d'entrepreneuriat qui les positionne comme actrices dans le développement économique de leur localité ;

- un esprit coopératif qui reconnaît le rôle et l'importance du travail en groupe ;
- une volonté d'auto-détermination, issues de la combinaison de formations humaines, économiques, techniques reçues.

A entendre le témoignage des femmes, les évolutions dans leurs vies sont multiformes, au-delà des aspects purement économiques. « *Nos yeux s'ouvrent sur le monde. Nous comprenons beaucoup de choses et savons désormais où nous allons* ».

### Perspectives

L'objectif étant de mobiliser les femmes membres des groupements et du village autour de l'activité savon afin de faire d'elles les premières clientes du savon produit par le groupement, il est nécessaire qu'une concertation large avec toutes les femmes du village pour une sensibilisation/plaidoyer en faveur du savon soit réalisée. C'est à cette promotion par l'exemple et au suivi des modifications de répartition des tâches agricoles entre femmes et hommes que le projet s'emploie désormais.

### Références

- SNV, 2006 Rapport final *Stratégie de développement de la filière karité – Approche de la SNV Ouagadougou*
- Jean Marc SIKA et Rinus Van Klinken, 2006 *Etude de la filière Karité au Ghana et au Burkina Faso*, SNV Burkina Faso
- ICCO 2012, *Etat des lieux de la filière Karité au Burkina Faso*, Ouagadougou SICAREX
- François M., Niculescu N., Badini Z., Diarra M. Juillet-Août 2009 *Le beurre de karité au Burkina Faso : entre marchés domestique et filières d'exportation*, Cahiers Agricultures vol.18, n°4,
- Saussey M. Nov-Déc. 2008 *Approche par genre : Nouvelles formes de reconnaissance des femmes burkinabé dans la production collective du beurre de karité* », Cahiers Agricultures vol.17, n°6.



## Les rapports femmes-hommes dans l'activité de transformation de la tomate (Asfodevh)



Héloïse Prévost, pour Asfodevh

### Un projet de transformation agro-alimentaire : « Des tomates en toutes saisons »

Les projets de transformation agro-alimentaire se multiplient en Afrique subsaharienne, pour faire face à l'augmentation de la production agricole maraîchère. La tomate, produit fragile, connaît une récolte limitée à une courte et abondante saison. Des pertes importantes sont constatées, faute de possibilités du marché local à absorber toute la production sur un temps réduit. Soutenir la transformation de produits frais dont la demande est permanente toute l'année, tel est le défi que s'est donné Asfodevh (Association pour la Formation en Développement Humain), afin d'accompagner des acteurs et actrices dans la production de sauce tomate « en toutes saisons » destinées aux consommateurs locaux de ses régions d'implantation. Suite à une expérimentation au Mali, un procédé traditionnel italien a été identifié : grâce à quelques outils simples, la technique permet la transformation et la conservation des tomates en produisant une sauce tomate de qualité, dont la fabrication pourrait créer une source de revenus pour des groupements locaux. L'association s'est attelée à dispenser une formation technique à la transformation et conservation de la tomate dans cinq pays où ses cellules sont implantées : le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, le Niger, le Togo, intégrant une perspective de genre. Destinée à un public mixte, la formation a été l'occasion d'observer dans la pratique et d'instaurer entre les participant-e-s un débat sur les mécanismes socio-culturels qui instaurent ou maintiennent une division du travail « traditionnelle » entre femmes et hommes. Nous illustrerons ce projet par l'exemple du Bénin où le projet a été lancé en novembre 2009 et s'est déroulé durant 3 ans.

### Contexte

La formation a été dispensée dans le sud du Bénin, région qui connaît deux saisons des pluies par an, ce qui favorise la culture de tomates. Elle s'est adressée à des membres de groupements déjà actifs dans la transformation de produits agricoles. Le groupement est une forme organisationnelle dont les membres se rassemblent plusieurs heures par semaine afin d'effectuer en commun des activités de production, de formation ou d'entraide. L'activité de transformation de produits agricoles est usuellement pratiquée par les femmes dans la sphère domestique (repas familiaux) et par des femmes et des hommes quand il s'agit de produire pour le marché. Les femmes sont généralement majoritaires dans les groupements, dont l'activité requiert beaucoup de temps et d'efforts pour un faible rendement. Dans le

cadre de la formation, les groupements facilitent le processus de transfert des connaissances, la distribution des outils et le développement de l'activité. Sept des dix groupements dont on retracera ici l'expérience, pratiquaient, avant de participer à la formation, la transformation de produits agricoles locaux.

#### Groupements étudiés

Nom du groupement ou de l'union	Activité principale	Date de création	Nombre de femmes	Nombre d'hommes	Temps consacré aux activités du groupement *
<b>UGPAT</b> (Union des groupements de producteurs d'ananas de Toffo)	Production d'ananas	1998	20	30	Réunion mensuelle de 2 à 3h
<b>UEA</b> (Union des entrepreneurs agricoles)	Production végétale, animale et transformation	1997	12	37	« régulièrement, et on tient des réunions trimestrielles »
<b>Ayidekon</b> (Travail avec foi)	Transformation de produits agricoles	16/03/2004	7	0	2 fois par semaine, 7h
<b>Vivideme</b> (La joie, l'enthousiasme)	Transformation de produits agricoles et de savon	15/12/1998	9	0	1 à 2 fois par semaine, selon le produit transformé, 6 à 8h
<b>Kan'nonhodo</b> (Travail d'ensemble)	Transformation de produits agricoles	13/05/1996	7	0	2 fois par semaine, 9h
<b>Wadai</b> (Faire des réserves en travaillant)	Transformation de produits locaux	27/08/2010	16	5	« Autant que je peux mais on fait des réunions mensuelles »
<b>Midogbekpo</b> (La voix unanime, restons ensemble)	Transformation	10/02/2000	10	1	2 fois par semaine, 6 à 9h + réunions
<b>Alogomoumomzo</b> (S'entraider mutuellement)	Transformation agricole	10/09/2006	40	2	« A plein temps, toutes les fois que le besoin se fait sentir »
<b>Gan Mahouton</b> (L'heure de Dieu)	Transformation de tomates	01/02/2010	17	22	4h par semaine
<b>Miwanoudé</b> (Faites quelque chose)	Production de tomates	04/11/2005	12	8	1 fois par semaine, toute la journée

Nom du groupement ou de l'union	Activité principale	Date de création	Nombre de femmes	Nombre d'hommes	Temps consacré aux activités du groupement *
<b>Allo atou on</b> (Les cinq doigts de la main)	Prière et achat/vente de produits agricoles	01/2008	8	6	1 fois par semaine, 2h

\* Il s'agit du temps consacré aux activités du groupement **par les présidentes** de groupement. A l'exception de l'UGPAT et de l'UEA où les réponses ont été fournies, respectivement, par le coordinateur et la chargée des affaires féminines.

Source : Enquête de terrain juin 2012 ; « Le processus d'empowerment des femmes dans les projets de développement », H. Prévost.

#### La formation: un vecteur d'empowerment<sup>23</sup> pour les femmes mais une difficile distanciation des rôles assignés selon le sexe

Asfodevh a proposé aux participant-e-s d'observer finement durant les formations les rapports entre les femmes et les hommes au sein de l'activité mise en place : répartition des tâches et des responsabilités, budget temps, conditions d'accès et de contrôle des ressources. La formation a été conçue de façon à ce que chacun-e s'approprie la technique enseignée, en manipulant tous les ustensiles utiles à la transformation, sans assigner de tâche spécifique aux femmes ou aux hommes. Une enquête sociologique<sup>24</sup> effectuée après les cycles de formation, a cependant permis de constater qu'une réassignation des rôles sexués traditionnels tendait tout de même à s'opérer.

<sup>23</sup> Empowerment est ici entendu comme un processus dynamique d'acquisition des différents pouvoirs (*pouvoir sur, pouvoir intérieur, pouvoir de, pouvoir avec*), au niveau individuel et collectif. Il désigne la capacité d'un individu ou d'un groupe à agir de façon autonome mais aussi les moyens nécessaires ainsi que le processus pour obtenir cette capacité d'action et de prise de décision. (Définition inspirée des travaux de S. Charlier (2006) et de « L'approche de l'empowerment des femmes: Un guide méthodologique » de la Commission Femmes et Développement.)

<sup>24</sup> Menée par Héloïse Prévost dans le cadre du travail de mémoire (2012) : « Le processus d'empowerment des femmes dans les projets de développement » (Master I « Genre, Egalité et Politiques sociales » - Université de Toulouse II).



**Une distribution sexuée qui affecte aux femmes les tâches les plus pénibles et les moins gratifiantes**

Une contradiction a pu être observée entre les représentations liées à la distribution et le partage réel des tâches entre les femmes et les hommes, sur la base des témoignages recueillis. Malgré les consignes de non différenciation des tâches selon le sexe durant les formations, différents membres des groupements mentionnent que les travaux requérant de la force sont pris en charge par les hommes. Un des formateurs indique que « les travaux de force se font par les hommes et aussi les écritures. D'autres travaux sont pris en charge par les femmes, les (moins durs et autres) ». Pourtant, en listant de façon détaillée les différentes tâches, il apparaît que ce n'est pas tant la *force requise* que la *pénibilité* d'une tâche et sa *valeur sociale* associée (son caractère gratifiant ou non) qui guiderait plutôt l'assignation différenciée aux femmes ou aux hommes.

Plusieurs formateurs/trices attestent que la préparation et la manipulation du petit outillage (le kit de transformation, notamment une petite presse) sont principalement effectuées par les hommes dans les groupements mixtes. Une femme, membre de l'association, précise : « Il a été observé que la manipulation

*d'outils est presque systématiquement prise en charge par les hommes alors que les femmes seront chargées des tâches plus pénibles. Cela s'est vérifié avec l'allumage du feu. Lorsqu'il s'agit d'un feu au charbon, ce sont alors les femmes qui vont chercher le charbon, le ramènent et allument le feu. Pendant ce temps, les hommes discutent entre eux. Lorsqu'il s'agit d'un feu au gaz, ce sont les hommes alors qui s'en chargent. Dès qu'il est nécessaire de manipuler les outils et de travailler avec les machines, les hommes prendront alors l'initiative et les femmes leur laisseront la place. Lors des formations techniques, il a été aussi observé que ce sont les femmes qui balayent le sol, lavent les tomates. »*

On note donc que les femmes se chargent, ou sont chargées, des tâches renvoyant au travail domestique (balayer, préparer et laver les tomates, récupérer la sauce) et des tâches les plus pénibles, requérant de la force (aller chercher le charbon ou porter les paniers de tomates). Ce constat n'est pas sans rappeler des études attestant que les travaux effectués par les femmes dans le domaine agricole sont les plus pénibles et effectués sans outils. Comme le souligne Paola Tabet, « lorsque les deux sexes s'adonnent à l'agriculture, ce sont les opérations les plus longues monotones et continues et en général les opérations à main nue qui sont attribuées aux femmes »<sup>25</sup>. En revanche, les tâches mieux valorisées socialement, supposées requérir une « expertise » technique, sont prises en charge par les hommes : c'est le cas de la manipulation de la presse, outil domestique des femmes italiennes mais qui acquiert, par la transposition dans un autre contexte socio-culturel, une valeur sociale liée à la technicité que seuls les hommes sauraient utiliser.

On retrouve ici les deux principes de la division sexuelle du travail :

- Le principe séparateur : il y a des « tâches d'hommes » et des « tâches de femmes ».
- Le principe hiérarchique : les hommes s'attribuent les tâches les plus valorisées, dans un contexte socio-culturel donné, et laissent aux femmes les autres qui s'apparentent aux tâches domestiques.

**Une technique qui renvoie aux rôles domestique et maternel**

Certains aspects ayant trait à la formation renvoient les femmes aux rôles domestique et maternel et reflètent une imbrication entre les sphères productive et reproductive. Ceux-ci concernent en premier lieu la technique enseignée. Certains membres d'Asfodevh estiment que si la formation connaît un tel succès, c'est parce qu'elle renvoie à une technique « de type domestique », même si elle s'applique dans le cadre d'une activité productive. Un formateur indique que les femmes « utilisent au maximum la technique » au sein des groupements pour ne plus avoir à écraser les tomates chez elles. D'un côté, l'activité de transformation induite par la formation représente une charge supplémentaire ; de l'autre, elle permet un gain de temps sur

<sup>25</sup> Tabet, P., 1998, *La construction sociale de l'inégalité des sexes. Des outils et des corps*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1998, 206 p.

le travail domestique, quand la production est auto-consommée. La possibilité d'avoir des réserves alimentaires sur une plus longue période de l'année a représenté un avantage qui valorise le rôle de mère par l'apport aux enfants d'une alimentation saine « en toutes saisons ». Cependant, identifier les femmes avant tout par leur fonction maternelle nourricière, et les inciter à s'identifier principalement à ce rôle dans une activité économique peut avoir des effets pervers. Le privé reste l'espace de reconnaissance sociale pour les femmes et la maternité la première source de valorisation. Le clivage entre public (aux mains des hommes) et privé reste ainsi prégnant.

Par ailleurs, la majorité des femmes ont indiqué que leur objectif premier est l'augmentation de revenus. Ce gain supplémentaire peut avoir de nombreux effets positifs sur l'autonomisation des femmes, leur estime de soi, leur affirmation de soi, la prise de décision dans la famille. Les réponses fournies par plusieurs femmes des groupements sur l'utilisation des revenus issus des ventes de produits, indiquent qu'ils sont été réinvestis dans la sphère familiale afin d'affronter les dépenses de consommation notamment envers les enfants. Ainsi, les gains économiques des femmes n'engendrent pas forcément de changements dans les rapports sociaux de sexe au sein de la famille ou dans la société, ni plus d'autonomie pour les femmes.

#### ***Des responsabilités qui restent hors de portée des femmes***

L'observation des pratiques organisationnelles a montré que les fonctions ayant un lien direct avec la sphère publique étaient souvent prises en charge par les hommes, même si certains groupements sont présidés par une femme. Les groupements sont généralement dotés d'un « bureau » composé d'un-e secrétariat, un-e trésorière, ou autres fonctions de représentation. Si la présidence est généralement assurée par une femme, ces autres fonctions peuvent être prises en charge par les hommes, même s'ils sont largement minoritaires. C'est le cas d'un groupement qui rassemble 40 femmes et seulement 2 hommes mais ceux-ci « *gardent le secrétariat* ». Ce même cas de figure s'est présenté dans plusieurs groupements. Le secrétariat représente des responsabilités importantes dans la mesure où celui ou celle qui en est chargé-e peut être l'interlocuteur-trice des partenaires extérieurs du groupement à égalité ou avec le ou la présidente. En général, le ou la secrétaire bénéficie d'une reconnaissance sociale au sein du groupement et donc d'une certaine autorité. Un formateur explique l'assignation de cette responsabilité aux hommes par le fait qu'ils sont plus nombreux à être alphabétisés. En zones rurales, beaucoup de femmes ne savent ni lire ni écrire et ne peuvent donc pas prétendre à ces responsabilités. Au Bénin, le taux d'alphabétisation des femmes adultes est de 54% de celui des hommes, selon les données de l'Unicef (données 2005-2010<sup>26</sup>). Dans les zones rurales, ce taux est plus faible. Lorsque le groupement est non mixte, le secrétariat est pourtant assuré par une femme. Cette situation révèle un enjeu important de formation des

<sup>26</sup> [http://www.unicef.org/french/infobycountry/benin\\_statistics.html#93](http://www.unicef.org/french/infobycountry/benin_statistics.html#93).

femmes à l'écriture et la lecture afin de réduire les inégalités entre les membres du groupement et leur permettre de contrôler leurs organisations. Cet enseignement de base reste un facteur d'inégalités entre femmes et hommes et entre les femmes elles-mêmes.

Un homme interrogé indique souhaiter devenir le porte-parole de son groupement. Le ou la porte-parole représente les intérêts du groupement auprès des partenaires, des instances locales, des unions, défendant les droits des membres. Ce rôle assumé par un homme dans un groupement de femmes peut engendrer une reproduction sociale du « plafond de verre »<sup>27</sup>, reléguant les femmes hors de la sphère publique. Cette délégation est facilitée par le fait que les hommes bénéficient d'une plus grande mobilité que les femmes. Ils ont moins de responsabilités domestiques et ne doivent pas attendre l'autorisation de leur épouse pour se déplacer. Il est donc plus facile pour eux de remplir ce rôle de porte-parole dans la mesure où ils peuvent se rendre partout, contrairement aux femmes. Elire/désigner un homme comme porte-parole est un choix « de facilité » immédiate qui ne permet pas de changement social ni de tendre vers plus d'égalité entre les femmes et les hommes.

#### **Des perspectives de changement**

Même si la division sexuelle du travail<sup>28</sup> et l'assignation aux rôles sexués restent prégnantes, des perspectives de changement ont émergé. Différents formateurs-trices ont noté des évolutions dans l'assignation des tâches entre femmes et hommes au sein des groupements durant les mois suivant la formation. L'un indique un changement « *car ils* (les membres du groupement) *se sentent responsabilisés* ». La formation a permis « *une meilleure répartition des rôles pour un meilleur rendement, une meilleure gestion* ». Quelques-unes des femmes interrogées ont souligné que ces nouvelles compétences leur confèrent un sentiment de fierté. Pour une des formatrices, il s'agit d'« *une formation qualifiante qui les honore* », notamment en raison de la diminution du gaspillage de tomates. D'après une des membres de l'association, les femmes formulent leurs objectifs de façon davantage professionnelle et proposent leurs idées et opinions au sein du groupement avec plus de clarté et de pertinence.

<sup>27</sup> Le « plafond de verre » est l'illustration du fait que les femmes sont de moins en moins présentes au fur et à mesure que l'on s'élève dans la hiérarchie et qu'elles sont très rares aux postes à plus grandes responsabilités.

<sup>28</sup> La division sexuelle du travail est la « *Forme de division du travail social découlant des rapports sociaux de sexe* », ayant pour « *caractéristiques l'assignation prioritaire des hommes à la sphère productive et des femmes à la sphère reproductive ainsi que, simultanément, la captation par les hommes des fonctions à forte valeur sociale ajoutée* ». « *Cette division a deux principes organisateurs : le principe de séparation (il y a des travaux d'hommes et des travaux de femmes) et le principe hiérarchique (un travail d'homme « vaut » plus qu'un travail de femme)* » (Kergoat, D., 2004, « *Division sexuelle du travail et rapports sociaux de sexe* », dans *Dictionnaire critique du féminisme*, 2ème édition augmentée, Hirata, H., Laborie, F., Le Doaré, H., Senotier, D., Paris : PUF, p 35-44).

On voit donc que l'acquisition de ce nouveau savoir-faire peut jouer sur différents éléments : évolution du regard de la personne sur elle-même (les femmes savent qu'elles maîtrisent un savoir-faire utile et l'affirment), auto-reconnaissance de ses propres aptitudes (confiance en soi), prise de parole en public (avec les nuances soulignées). Ces éléments se rattachent à différentes formes du processus d'*empowerment* : le pouvoir individuel dit *pouvoir intérieur* (gain d'estime et de confiance en soi), ainsi que le *pouvoir de*, individuel et collectif, avec l'acquisition de nouvelles capacités reconnues (selon la grille proposée par Sophie Charlier<sup>29</sup>).

### **La reconnaissance du travail des femmes : un enjeu de changement social**

Il n'est pas conféré de reconnaissance formelle, institutionnelle des compétences acquises dans le cadre de ce projet. La délivrance d'un certificat, affirmerait la valeur de ce savoir-faire et en légitimerait la maîtrise pour les personnes ayant suivi la formation. Cependant, faire accéder les participant-e-s à un statut professionnel est « à double tranchant ». La formalisation des activités économiques oblige à déclarer les activités et payer des impôts sans pour autant que cela n'ouvre de droits, comme la sécurité sociale. L'absence de reconnaissance des activités agricoles des femmes, comme du travail, reste majoritaire dans les zones rurales. Interrogée sur l'activité qu'elle avait avant de participer à la formation, une présidente répond spontanément n'effectuer « aucune activité », puis précise, entre parenthèses, qu'elle « aidait son mari pour son champ ». Un des formateurs explique que ce discours (les femmes présentées et se présentant comme « ne travaillant pas » alors qu'elles travaillent aux champs avec leurs maris) est lié au fait que l'activité ne rapporte pas d'argent. Ce témoignage révèle combien la reconnaissance du travail ou du savoir-faire féminin reste un enjeu vecteur de changements sociaux et peut permettre de tendre vers plus d'égalité entre les femmes et les hommes.

<sup>29</sup> S. Charlier, 2006, « L'analyse de l'empowerment des femmes qui participent à une organisation de commerce équitable. Une proposition méthodologique ».



### **Méthodes de l'enquête sociologique :**

L'enquête sociologique a été effectuée dans le cadre de recherches du mémoire « Le processus d'*empowerment* des femmes dans les projets de développement » (Héloïse Prévost, 2012) pour le Master I « Genre, Egalité et Politiques sociales » (Université de Toulouse II).

Une étude de données secondaires (analyse de documentation officielles et interne à l'association) a d'abord été réalisée.

Ensuite, des questionnaires ont été distribués à cinq formatrices et formateurs de l'association afin de recueillir des informations, des données et des avis sur les changements constatés, les impressions de résultats liés à la formation technique et à la formation genre.

Les formatrices et formateurs ont réalisé également des entretiens - sur la base d'un guide d'entretien qui leur avait été transmis - auprès des membres de groupements et d'unions suivis (neuf entretiens de membres de groupements et deux de membres d'unions).

Enfin, des entretiens semi-directifs ont été effectués auprès de membres de l'association (cellule Bénin, cellule France, commission genre).

Pour toute commande de cet ouvrage, merci de vous adresser à :

Enda Europe  
5 rue des immeubles industriels  
75011 Paris - France  
Tel: +33 (0)1 44 93 87 40  
[contact@enda-europe.org](mailto:contact@enda-europe.org)  
[www.enda-europe.org](http://www.enda-europe.org)



La présente publication est un ouvrage collectif dont les analyses sont issues des expériences de terrain de 2009 à 2012 dans le cadre du programme « *Genre et économie: soutien aux femmes actrices du développement* » cofinancé par le ministère français des Affaires Etrangères.

Ce programme a réuni 12 ONG françaises et leurs 40 partenaires ouest-africains dans 6 pays d'Afrique de l'Ouest, répartis dans deux consortiums : le consortium Tchiwara sur les filières agro-alimentaires, et le consortium Aglaé sur les filières d'artisanat et l'entreprenariat.

Le programme visait l'intégration de l'approche genre dans des projets économiques, en vue de favoriser l'objectif d'égalité des femmes et des hommes, l'autonomisation des femmes, et le changement des mentalités. Un « pôle genre » s'est constitué avec Enda Europe, Aster International, Adéquations, Equilibres & Populations, Asfodevh. Il a organisé les échanges, les formations internationales et la capitalisation.

Cette publication est un bilan des expériences du consortium Tchiwara réunissant Enda Europe, Enda Pronat, Agronomes et Vétérinaires sans Frontières, le Gret, Afrique Verte, Tech-Dev et Asfodevh.

Une publication de capitalisation du programme avec un CD-rom, élaborés par Adéquations, ainsi que deux films de sensibilisation et de plaidoyer coordonnés par Equilibres & Populations, sont également disponibles.

Pour en savoir plus, et accéder à de nombreux documents de référence, outils pratiques et personnes ressources pour l'intégration du genre dans les actions de développement : [www.fsp.enda-europe.org](http://www.fsp.enda-europe.org)



Avec l'appui du ministère des Affaires Etrangères et Européennes et de la Direction Générale de la Cohésion Sociale / ministère français des Droits des Femmes.